

# Journal officiel

## de l'Union européenne

C 134

Édition  
de langue française

Communications et informations

51<sup>e</sup> année

31 mai 2008

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire	Page
II <i>Communications</i>		
COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE		
<b>Commission</b>		
2008/C 134/01	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection <sup>(1)</sup> .....	1
2008/C 134/02	Communication de la Commission relative aux résultats de l'évaluation des risques et aux stratégies de réduction des risques pour les substances: 2-nitrotoluène et 2,4-dinitrotoluène <sup>(1)</sup> .....	4
III <i>Actes préparatoires</i>		
BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
2008/C 134/03	Avis de la Banque centrale européenne du 23 mai 2008 sur deux propositions de règlement de la Commission portant application du règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques trimestrielles sur les emplois vacants dans la Communauté (CON/2008/22) .....	10
IV <i>Informations</i>		
INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE		
<b>Commission</b>		
2008/C 134/04	Taux de change de l'euro .....	12

FR

2008/C 134/05	Communication de la Commission concernant les taux d'intérêt applicables à la récupération des aides d'État et les taux de référence et d'actualisation pour 27 États membres, en vigueur à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2007 [Publié conformément à l'article 10 du règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission (JO L 140 du 30.4.2004, p. 1) et à la communication de la Commission concernant la méthode de fixation des taux de référence et d'actualisation (JO C 273 du 9.9.1997, p. 3)] .....	13
---------------	---	----

## INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES

2008/C 134/06	Mise à jour de la liste des titres de séjour visés à l'article 2, paragraphe 15, du règlement (CE) n° 562/2006 du Parlement européen et du Conseil établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen) (JO C 247 du 13.10.2006, p. 1, JO C 153 du 6.7.2007, p. 5, JO C 192 du 18.8.2007, p. 11, JO C 271 du 14.11.2007, p. 14, JO C 57 du 1.3.2008, p. 31) .....	14
2008/C 134/07	Mise à jour de la liste des points de passage frontaliers visés à l'article 2, paragraphe 8, du règlement (CE) n° 562/2006 du Parlement européen et du Conseil établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen) (JO C 316 du 28.12.2007, p. 1) .....	16
2008/C 134/08	Mise à jour des montants de référence en matière de franchissement des frontières extérieures, visés à l'article 5, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 562/2006 du Parlement européen et du Conseil établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen) (JO C 247 du 13.10.2006, p. 19, JO C 153 du 6.7.2007, p. 22, JO C 182 du 4.8.2007, p. 18, JO C 57 du 1.3.2008, p. 38) .....	19
2008/C 134/09	Modification par la France des obligations de service public imposées sur les services aériens réguliers entre Rennes et Mulhouse (1) .....	20

## V Avis

## PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

**Commission**

2008/C 134/10	Aides d'État — Espagne — Aide d'État C 8/08 (ex NN 4/08; ex CP 60/07) — Complexe cinématographique de Ciudad de la Luz à Alicante — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE (1) .....	21
2008/C 134/11	Notification préalable d'une concentration (Affaire COMP/M.5062 — Sofinco/Saracen/Forso) — Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée (1) .....	40
2008/C 134/12	Notification préalable d'une concentration (Affaire COMP/M.5173 — STM/NXP/JV) (1) .....	41
2008/C 134/13	Notification préalable d'une concentration (Affaire COMP/M.5176 — CVC/Schuitema) (1) .....	42



(1) Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

AUTRES ACTES

**Commission**

2008/C 134/14

Avis concernant une demande au titre de l'article 30 de la directive 2004/17/CE — Demande émanant d'un État membre ..... 43



## II

*(Communications)*COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE  
L'UNION EUROPÉENNE

## COMMISSION

**Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE  
Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2008/C 134/01)

Date d'adoption de la décision	11.3.2008
Aide n°	N 326/07
État membre	Italie
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Riduzione della tassazione sul biodiesel
Base juridique	La base giuridica è la legge del 27 dicembre 2006, n. 296, articolo 1, paragrafi da 368 a 371
Type de la mesure	Régime
Objectif	Protection de l'environnement
Forme de l'aide	Subvention directe
Budget	Montant global de l'aide prévue: 384 Mio EUR
Intensité	—
Durée	1.1.2007-31.12.2010
Secteurs économiques	Énergie
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Customs Agency Via Carucci, 71 I-00143 Roma
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

[http://ec.europa.eu/community\\_law/state\\_aids/](http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/)

Date d'adoption de la décision	7.4.2008
Aide n°	N 621/07
État membre	Autriche
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Mittelstandsfinanzierungsgesellschaften
Base juridique	Mittelstandsfinanzierungsgesellschaften-Gesetz 2007, Körperschaftsteuergesetz 1988, Einkommensteuergesetz 1988
Type de la mesure	Régime
Objectif	Capital-investissement, Petites et moyennes entreprises
Forme de l'aide	Allègement fiscal
Budget	Dépenses annuelles prévues: 10 Mio EUR
Intensité	—
Durée	25.3.2008-31.12.2012
Secteurs économiques	Tous les secteurs
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Bundesministerium für Finanzen Hintere Zollamtsstraße 2b A-1030 Wien
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

[http://ec.europa.eu/community\\_law/state\\_aids/](http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/)

Date d'adoption de la décision	18.3.2008
Aide n°	N 52/08
État membre	Chypre
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Καθεστώς ενίσχυσης για την ανάπτυξη αεροπορικών γραμμών 2008-2012 (Kathestos enischisis gia tin anaptiksi aeroporikon grammon 2008-2012)
Base juridique	—
Type de mesure	Régime d'aides
Objectif	Développement régional, desserte
Forme d'aide	Subvention
Budget	18 Mio EUR
Intensité	Conformément au paragraphe 79, point f), des lignes directrices communautaires sur le financement des aéroports et les aides d'État au démarrage pour les compagnies aériennes au départ d'aéroports régionaux (2005/C 312/01)

Durée	1.4.2008-31.3.2012
Secteurs économiques	Transports
Nom et adresse de l'autorité responsable	Κυπριακός Οργανισμός Τουρισμού (Κυπριακος Organismos Tourismou) Λεωφόρος Λεμεσού 19 (Leophoros Lemesou 19) CY-2112 Αγλαντζιά (CY-2112 Aglantzia)
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

[http://ec.europa.eu/community\\_law/state\\_aids/](http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/)

**Communication de la Commission relative aux résultats de l'évaluation des risques et aux stratégies de réduction des risques pour les substances: 2-nitrotoluène et 2,4-dinitrotoluène****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2008/C 134/02)

Le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil du 23 mars 1993 concernant l'évaluation et le contrôle des risques présentés par les substances existantes <sup>(1)</sup> prévoit la communication des informations, la fixation de priorités, l'évaluation des risques et, si nécessaire, la définition de stratégies pour limiter les risques présentés par ces substances.

Le règlement (CEE) n° 793/93 désigne les substances ci-après en tant que substances devant faire prioritairement l'objet d'une évaluation en application du règlement (CE) n° 2364/2000 de la Commission <sup>(2)</sup> concernant la quatrième liste de substances prioritaires, conformément au règlement (CEE) n° 793/93:

- 2-nitrotoluène,
- 2,4-dinitrotoluène.

L'État membre rapporteur désigné conformément à ce règlement a terminé les activités d'évaluation des risques pour l'homme et pour l'environnement relatives à ces substances, conformément au règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission du 28 juin 1994 établissant les principes d'évaluation des risques pour l'homme et pour l'environnement présentés par les substances existantes <sup>(3)</sup>, et a proposé une stratégie pour limiter ces risques conformément au règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil.

Le comité scientifique des risques sanitaires et environnementaux (CSRSE) a été consulté et a émis un avis sur les évaluations des risques réalisées par le rapporteur. Ces avis ont été publiés sur le site web du comité.

L'article 11, paragraphe 2, du règlement (CEE) n° 793/93 prévoit que les résultats de l'évaluation des risques ainsi que la stratégie recommandée pour limiter les risques sont adoptés au niveau communautaire et publiés par la Commission. La présente communication, accompagnée de la recommandation 2008/405/CE de la Commission <sup>(4)</sup>, expose les résultats des évaluations des risques <sup>(5)</sup> et les stratégies recommandées pour limiter les risques présentés par les substances susmentionnées.

Les résultats de l'évaluation des risques et les stratégies de limitation des risques prévues dans la présente communication sont conformes à l'avis du comité institué en vertu de l'article 15, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 793/93.

---

<sup>(1)</sup> JO L 84 du 5.4.1993, p.1.

<sup>(2)</sup> JO L 273 du 26.10.2000, p. 1.

<sup>(3)</sup> JO L 161 du 29.6.1994, p. 3.

<sup>(4)</sup> JO L 141 du 31.5.2008.

<sup>(5)</sup> Le rapport complet d'évaluation des risques, ainsi qu'un résumé de ce dernier, peuvent être consultés sur le site internet du Bureau européen des substances chimiques à l'adresse suivante:  
<http://ecb.jrc.it/existing-substances/>

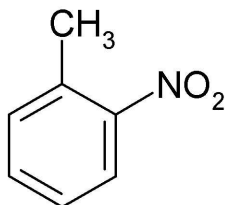
## ANNEXE

## PARTIE 1

N° CAS: 88-72-2

N° Eines: 201-853-3

Formule structurale:



Dénomination Eines:	2-nitrotoluène
Dénomination UICPA:	2-nitrotoluène
État membre rapporteur:	Espagne
Classification (1)	Carc. Cat. 2; R45 Muta. Cat. 2; R46 Repr. Cat. 3; R62 Xn; R22 N; R51-53

L'évaluation des risques (2) repose sur les pratiques actuelles en rapport avec le cycle de vie de la substance produite ou importée dans la Communauté européenne, qui est décrit dans l'évaluation des risques que l'État membre rapporteur a transmise à la Commission.

Sur la base des informations disponibles, l'évaluation des risques a permis d'établir que, dans la Communauté européenne, la substance 2-nitrotoluène est utilisée pour la synthèse d'intermédiaires dans la fabrication de produits chimiques agricoles et de produits chimiques destinés au traitement du caoutchouc, d'explosifs, de colorants pyrométriques, de colorants azoïques et de colorants au soufre, ainsi que pour la synthèse organique de toute une série de composés incluant les produits pétrochimiques, les pesticides et les produits pharmaceutiques. Le 2-nitrotoluène s'obtient principalement par nitration du toluène et il est très largement utilisé pour produire sur place de la o-toluidine ou du 2,4-dinitrotoluène.

La substance n'a pas été testée par rapport au risque de sensibilisation, et les risques encourus par les différentes populations eu égard à ce paramètre n'ont donc pas été évalués. Ce type d'essai n'a pas été demandé car la substance est reconnue comme cancérigène sans valeur seuil, ce qui implique la mise en place de mesures sur lesquelles des informations complémentaires concernant le potentiel de sensibilisation de la substance ne devraient avoir aucune incidence.

## ÉVALUATION DES RISQUES

## A. Santé humaine

La conclusion de l'évaluation des risques pour

LES TRAVAILLEURS

est qu'il est nécessaire de prendre des mesures spécifiques pour limiter les risques encourus lors de la production et de la transformation. Cette conclusion se justifie pour la raison suivante:

- risques de mutagénicité et de cancérogénicité dus à l'exposition cutanée et à l'exposition par inhalation,
- risques de toxicité par exposition répétée et risques de toxicité pour la reproduction (fertilité et développement) dus à l'exposition cutanée.

(1) Cette substance chimique est inscrite à l'annexe I de la directive 67/548/CEE. La classification de la substance est établie par la directive 2004/73/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant vingt-neuvième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (JO L 152 du 30.4.2004, p. 1, rectifié par JO L 216 du 16.6.2004, p. 3).

(2) Le rapport complet d'évaluation des risques, ainsi qu'un résumé de ce dernier, peuvent être consultés sur le site internet du Bureau européen des substances chimiques à l'adresse suivante:  
<http://ecb.jrc.it/existing-substances/>



La conclusion de l'évaluation des risques pour

LES CONSOMMATEURS

est qu'il n'est pas nécessaire à ce stade d'obtenir des informations complémentaires, de procéder à d'autres essais ou d'appliquer des mesures supplémentaires de réduction des risques. Cette conclusion se justifie pour la raison suivante:

- Les consommateurs ne sont pas censés être exposés à la substance.

La conclusion de l'évaluation des risques pour

L'HOMME EXPOSÉ VIA L'ENVIRONNEMENT

est qu'il est nécessaire de prendre des mesures spécifiques de réduction des risques. Cette conclusion se justifie pour les raisons suivantes:

- risques de cancérogénicité découlant de l'exposition par inhalation et de l'exposition orale, localement, sur un site, et risques de mutagénicité découlant de l'exposition par inhalation et de l'exposition orale, localement, sur tous les sites, ainsi que de l'exposition régionale, lors de la production et de la transformation de la substance.

La conclusion de l'évaluation des risques pour

LA SANTÉ HUMAINE (propriétés physico-chimiques)

est qu'il n'est pas nécessaire à ce stade d'obtenir des informations complémentaires, de procéder à d'autres essais ou d'appliquer des mesures supplémentaires de réduction des risques. Cette conclusion se justifie pour la raison suivante:

- l'évaluation des risques montre que les risques sont peu probables. Les mesures de réduction des risques déjà appliquées sont jugées suffisantes.

## B. Environnement

La conclusion de l'évaluation des risques pour

L'ATMOSPHÈRE, L'ÉCOSYSTÈME AQUATIQUE (y compris installations de traitement des eaux usées et sédiments) et L'ÉCOSYSTÈME TERRESTRE

est qu'il n'est pas nécessaire à ce stade d'obtenir des informations complémentaires, de procéder à d'autres essais ou d'appliquer des mesures supplémentaires de réduction des risques. Cette conclusion se justifie pour la raison suivante:

- l'évaluation des risques montre que les risques pour les milieux de l'environnement susmentionnés sont peu probables. Les mesures de réduction des risques déjà appliquées sont jugées suffisantes.

La conclusion de l'évaluation des risques pour

LES MICRO-ORGANISMES DANS LES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES

est qu'il n'est pas nécessaire à ce stade d'obtenir des informations complémentaires, de procéder à d'autres essais ou d'appliquer des mesures supplémentaires de réduction des risques. Cette conclusion se justifie pour la raison suivante:

- l'évaluation des risques montre que les risques pour les milieux de l'environnement susmentionnés sont peu probables. Les mesures de réduction des risques déjà appliquées sont jugées suffisantes.

## STRATÉGIE DE LIMITATION DES RISQUES

Pour LES TRAVAILLEURS

La législation relative à la protection des travailleurs qui est actuellement en vigueur au niveau communautaire offre, d'une manière générale, un cadre adéquat pour limiter dans la mesure nécessaire les risques présentés par la substance, et elle doit être respectée.

pour L'HOMME EXPOSÉ VIA L'ENVIRONNEMENT:

Les dispositions législatives en vigueur en matière de protection des êtres humains exposés via l'environnement, en particulier celles de la directive 2008/1/CE du Conseil <sup>(1)</sup>, sont jugées suffisantes pour prévenir les risques mis en évidence pour le grand public.

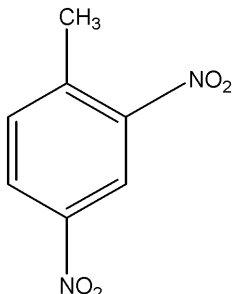
(1) JO L 24 du 29.1.2008, p. 8.

## PARTIE 2

N° CAS: 121-14-2

N° Eines: 204-450-0

Formule structurale:



Dénomination Eines:	2,4-dinitrotoluène
Dénomination UICPA:	1,3-dinitro-4-méthylbenzène
État membre rapporteur:	Espagne
Classification (1)	Carc. Cat. 2: R45 Muta. Cat. 3: R68 Repr.Cat. 3: R62 T: R23/24/25 Xn: R48/22 N: R51-53

L'évaluation des risques (2) repose sur les pratiques actuelles en rapport avec le cycle de vie de la substance produite ou importée dans la Communauté européenne, qui est décrit dans l'évaluation des risques que l'État membre rapporteur a transmise à la Commission.

Sur la base des informations disponibles, l'évaluation des risques a permis d'établir que, dans la Communauté européenne, le 2,4-dinitrotoluène est utilisé comme intermédiaire chimique pour la production de 2-4-diisocyanate de toluène à partir de 2,4-toluène diamine. Cette application représente environ 99 % de la production de 2,4-dinitrotoluène.

## ÉVALUATION DES RISQUES

## A. Santé humaine

La conclusion de l'évaluation des risques pour

LES TRAVAILLEURS

est qu'il est nécessaire de prendre des mesures spécifiques de réduction des risques. Cette conclusion se justifie pour les raisons suivantes:

- risques de mutagénicité et de cancérogénicité résultant de l'exposition cutanée et de l'exposition par inhalation dans toutes les situations d'utilisation professionnelle,
- risques de toxicité par exposition répétée et risques de toxicité pour la reproduction (fertilité) découlant de l'exposition cutanée lors de la fabrication et de l'utilisation d'explosifs,
- risques de toxicité par exposition répétée et de toxicité pour la reproduction (fertilité) découlant de l'exposition par inhalation lors de la fabrication d'explosifs.

(1) La classification de la substance est établie par la directive 2004/73/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant vingt-neuvième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (JO L 152 du 30.4.2004, p. 1, rectifié par JO L 216 du 16.6.2004, p. 3).

(2) Le rapport complet d'évaluation des risques, ainsi qu'un résumé de ce dernier, peuvent être consultés sur le site internet du Bureau européen des substances chimiques à l'adresse suivante:  
<http://ecb.jrc.it/existing-substances/>

La conclusion de l'évaluation des risques pour

#### LES CONSOMMATEURS

est qu'il n'est pas nécessaire à ce stade d'obtenir des informations complémentaires, de procéder à d'autres essais ou d'appliquer des mesures supplémentaires de réduction des risques. Cette conclusion se justifie pour la raison suivante:

- les consommateurs ne sont pas censés être exposés à la substance.

La conclusion de l'évaluation des risques pour

#### L'HOMME EXPOSÉ VIA L'ENVIRONNEMENT

est qu'il est nécessaire de prendre des mesures spécifiques de réduction des risques. Cette conclusion se justifie pour les raisons suivantes:

- risques de mutagénicité et de cancérogénicité résultant de l'exposition par inhalation et de l'exposition orale, localement, dans un cas.

La substance étant reconnue comme cancérigène sans valeur seuil, des risques ne peuvent être exclus pour les autres situations d'exposition. Il y a lieu d'examiner l'adéquation des mesures existantes ainsi que la faisabilité de nouvelles mesures spécifiques. Toutefois, l'évaluation des risques indique que les risques sont déjà très faibles, ce qui devrait être pris en considération lors de l'évaluation de l'adéquation des mesures existantes et de la faisabilité de nouvelles mesures spécifiques de réduction des risques.

La conclusion de l'évaluation des risques pour

#### LA SANTÉ HUMAINE (propriétés physico-chimiques)

est qu'il n'est pas nécessaire à ce stade d'obtenir des informations complémentaires, de procéder à d'autres essais ou d'appliquer des mesures supplémentaires de réduction des risques. Cette conclusion se justifie pour la raison suivante:

- l'évaluation des risques montre que les risques sont peu probables. Les mesures de réduction des risques déjà appliquées sont jugées suffisantes.

### B. Environnement

La conclusion de l'évaluation des risques pour

#### L'ATMOSPHÈRE et l'ÉCOSYSTÈME TERRESTRE

est qu'il n'est pas nécessaire à ce stade d'obtenir des informations complémentaires, de procéder à d'autres essais ou d'appliquer des mesures supplémentaires de réduction des risques. Cette conclusion se justifie pour la raison suivante:

- l'évaluation des risques montre que les risques pour les milieux de l'environnement susmentionnés sont peu probables. Les mesures de réduction des risques déjà appliquées sont jugées suffisantes.

La conclusion de l'évaluation des risques pour

#### L'ÉCOSYSTÈME AQUATIQUE (y compris les sédiments)

est qu'il est nécessaire de limiter les risques; les mesures de réduction des risques déjà appliquées doivent être prises en compte.

Des mesures de réduction des risques doivent être prises pour le milieu aquatique et pour les organismes benthiques, localement, sur un site. En principe, toute mesure de réduction des risques prise pour les eaux superficielles devrait également réduire les risques pour les sédiments.

La conclusion de l'évaluation des risques pour

#### LES MICRO-ORGANISMES DANS LES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES

est qu'il n'est pas nécessaire à ce stade d'obtenir des informations complémentaires, de procéder à d'autres essais ou d'appliquer des mesures supplémentaires de réduction des risques. Cette conclusion se justifie pour la raison suivante:

- l'évaluation des risques montre que les risques sont peu probables. Les mesures de réduction des risques déjà appliquées sont jugées suffisantes.

**STRATÉGIE DE LIMITATION DES RISQUES**

Pour LES TRAVAILLEURS

La législation relative à la protection des travailleurs qui est actuellement en vigueur au niveau communautaire offre, d'une manière générale, un cadre adéquat pour limiter dans la mesure nécessaire les risques présentés par la substance, et elle doit être respectée.

pour L'HOMME EXPOSÉ VIA L'ENVIRONNEMENT:

Les dispositions législatives en vigueur en matière de protection des êtres humains exposés via l'environnement, en particulier celles de la directive 2008/1/CE du Conseil, sont jugées suffisantes pour prévenir les risques mis en évidence pour le grand public.

Pour l'ENVIRONNEMENT

Afin de faciliter l'octroi d'autorisations et la surveillance au titre de la directive 2008/1/CE du Conseil (prévention et réduction intégrées de la pollution), il conviendrait de prendre le 2,4-dinitrotoluène en considération dans le cadre des travaux en cours concernant l'élaboration de lignes directrices relatives aux «meilleures techniques disponibles» (MTD).

---

## III

(Actes préparatoires)

## BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

### AVIS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

du 23 mai 2008

sur deux propositions de règlement de la Commission portant application du règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques trimestrielles sur les emplois vacants dans la Communauté

(CON/2008/22)

(2008/C 134/03)

#### Introduction et fondement juridique

Le 13 mai 2008, la Banque centrale européenne (BCE) a reçu une demande de consultation de la part de la Commission des Communautés européennes portant sur deux propositions de règlement de la Commission portant application du règlement (CE) n° .../2008 du Parlement européen et du Conseil <sup>(1)</sup> relatif aux statistiques trimestrielles sur les emplois vacants dans la Communauté, l'une en ce qui concerne les procédures de correction des variations saisonnières et les rapports sur la qualité (ci-après la «première proposition de règlement») et l'autre en ce qui concerne la définition de l'emploi vacant, les dates de référence pour la collecte des données, les spécifications de la transmission des données et les études de faisabilité (ci-après la «deuxième proposition de règlement»).

La BCE a compétence pour émettre un avis en vertu de l'article 105, paragraphe 4, premier tiret, du traité instituant la Communauté européenne. Conformément à l'article 17.5, première phase, du règlement intérieur de la Banque centrale européenne, le présent avis a été adopté par le conseil des gouverneurs.

#### Observations générales

1. Les données sur les emplois vacants dans la Communauté couvertes par les deux propositions de règlement sont importantes pour la BCE. La BCE a fait connaître ce qui lui est nécessaire aux fins des statistiques conjoncturelles requises pour la conduite de la politique monétaire <sup>(2)</sup>, et les données sur les emplois vacants en font partie. En outre, la nécessité de disposer de statistiques sur les emplois vacants découle du plan d'action sur les besoins statistiques de l'Union économique et monétaire (UEM), qui a été établi par la Commission européenne (Eurostat) en étroite collaboration avec la BCE, à la demande du Conseil Ecofin. Ceci a également donné lieu à la création des principaux indicateurs économiques européens (PIEE), qui comprennent les statistiques sur les emplois vacants et ont été adoptés par le Conseil Ecofin du 18 février 2003.

#### Première proposition de règlement

2. Ainsi qu'il est exposé dans la première proposition de règlement, il est important d'élaborer des séries corrigées des variations saisonnières dans le cadre des données sur les emplois vacants utilisées pour une analyse économique infra-annuelle. De même, la préparation et la publication de rapports sur la qualité des données font partie de tout dispositif d'assurance de la qualité.

<sup>(1)</sup> L'acte juridique a été signé par les présidents du Parlement européen et du Conseil le 23 avril 2008 mais n'a pas encore été publié, de sorte qu'il ne lui a pas encore été attribué de numéro officiel.

<sup>(2)</sup> Besoins de la Banque centrale européenne dans le domaine des statistiques économiques générales, août 2000 (réexaminés en décembre 2004), disponibles sur le site Internet de la BCE à l'adresse suivante: <http://www.bce.europa.eu>.

3. La BCE accueille favorablement la mise à disposition de données sur les emplois vacants corrigées des variations saisonnières et du nombre de jours ouvrables dès que 16 trimestres de données ont été publiés. En outre, il serait utile, pour conforter ce travail, d'utiliser la méthodologie exposée dans les lignes directrices du système statistique européen sur la désaisonnalisation <sup>(1)</sup>.
4. Les rapports sur la qualité prévus à l'annexe de la première proposition de règlement, sont des guides utiles permettant d'orienter les utilisateurs de données en ce qui concerne la qualité spécifique des statistiques. La BCE serait favorable à une plus large diffusion des rapports nationaux auprès des utilisateurs de données.

*Deuxième proposition de règlement*

5. La BCE soutient l'objectif poursuivi par la deuxième proposition de règlement d'introduire des définitions et des dates de référence réalisant un équilibre approprié entre les besoins de l'utilisateur et la charge pesant sur les répondants.
6. La BCE accueille favorablement le fait que la période de référence privilégiée pour la collecte des données soit une moyenne sur la période, mais que la possibilité ait été maintenue d'utiliser une estimation ponctuelle pour autant qu'elle soit jugée représentative de la période en question. Des études ont montré que le calendrier de la collecte des données peut avoir une forte incidence sur les données. Par conséquent, la BCE suggère que toute l'attention nécessaire soit consacrée à cet aspect dans les rapports sur la qualité requis en vertu de la première proposition de règlement.
7. La BCE souhaite mettre l'accent sur l'importance des deux études de faisabilité dont il est fait mention à l'annexe de la deuxième proposition de règlement:
  - a) L'étude de faisabilité visant à déterminer les modalités d'obtention des statistiques trimestrielles sur les emplois vacants pour les sections O, P, Q, R et/ou S de la NACE rév. 2 est importante dans la mesure où l'emploi couvert par ces sections de la NACE constitue plus de 35 % de l'emploi de la zone euro.
  - b) L'étude de faisabilité visant à déterminer les modalités d'obtention des statistiques trimestrielles sur les emplois vacants pour les unités économiques comptant moins de dix salariés est importante dans la mesure où ces unités économiques couvrent une forte majorité de l'emploi total dans un bon nombre d'États membres. En outre, des études indiquent que ces entreprises ont tendance à créer davantage de nouveaux emplois vacants que les unités économiques plus importantes.

Fait à Francfort-sur-le-Main, le 23 mai 2008.

*Le président de la BCE*  
Jean-Claude TRICHET

---

<sup>(1)</sup> Voir les *ESS guidelines on seasonal adjustment* (lignes directrices du SSE sur la désaisonnalisation), avril 2008, disponibles sur le site Internet du comité des statistiques monétaires, financières et de la balance des paiements à l'adresse suivante: <http://www.cmfb.org>.

## IV

(Informations)

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET  
ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE

## COMMISSION

Taux de change de l'euro <sup>(1)</sup>

30 mai 2008

(2008/C 134/04)

1 euro =

Monnaie	Taux de change	Monnaie	Taux de change		
USD	dollar des États-Unis	1,5508	TRY	lire turque	1,8834
JPY	yen japonais	163,74	AUD	dollar australien	1,6212
DKK	couronne danoise	7,4588	CAD	dollar canadien	1,5382
GBP	livre sterling	0,786	HKD	dollar de Hong Kong	12,1049
SEK	couronne suédoise	9,328	NZD	dollar néo-zélandais	1,9812
CHF	franc suisse	1,6276	SGD	dollar de Singapour	2,1183
ISK	couronne islandaise	115,53	KRW	won sud-coréen	1 595,39
NOK	couronne norvégienne	7,908	ZAR	rand sud-africain	11,8211
BGN	lev bulgare	1,9558	CNY	yuan ren-min-bi chinois	10,7657
CZK	couronne tchèque	25,088	HRK	kuna croate	7,2498
EEK	couronne estonienne	15,6466	IDR	rupiah indonésien	14 445,7
HUF	forint hongrois	241,33	MYR	ringgit malais	5,0246
LTL	litas lituanien	3,4528	PHP	peso philippin	67,824
LVL	lats letton	0,7013	RUB	rouble russe	36,8
PLN	zloty polonais	3,3749	THB	baht thaïlandais	50,405
RON	leu roumain	3,6256	BRL	real brésilien	2,5391
SKK	couronne slovaque	30,28	MXN	peso mexicain	16,0105

<sup>(1)</sup> Source : taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

**Communication de la Commission concernant les taux d'intérêt applicables à la récupération des aides d'État et les taux de référence et d'actualisation pour 27 États membres, en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007**

*[Publié conformément à l'article 10 du règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission (JO L 140 du 30.4.2004, p. 1) et à la communication de la Commission concernant la méthode de fixation des taux de référence et d'actualisation (JO C 273 du 9.9.1997, p. 3)]*

(2008/C 134/05)

Du	Au	AT	BE	BG	CY	CZ	DE	DK	EE	EL	ES	FI	FR	HU	IE	IT	LT	LU	LV	MT	NL	PL	PT	RO	SE	SI	SK	UK
1.6.2008	30.6.2008	5,19	5,19	8,97	5,19	4,89	5,19	5,36	5,50	5,19	5,19	5,19	5,19	8,72	5,19	5,19	6,49	5,19	6,64	5,19	5,19	6,42	5,19	8,67	5,46	5,19	5,23	6,29
1.1.2008	31.5.2008	5,19	5,19	8,97	5,19	4,89	5,19	5,36	5,50	5,19	5,19	5,19	5,19	7,58	5,19	5,19	6,49	5,19	6,64	5,19	5,19	6,42	5,19	8,67	5,46	5,19	5,23	6,29
1.10.2007	31.12.2007	5,42	5,42	8,30	5,74	4,90	5,42	5,58	5,50	5,42	5,42	5,42	5,42	8,54	5,42	5,42	6,49	5,42	6,64	7,00	5,42	5,94	5,42	9,10	5,49	5,42	5,20	6,83
1.9.2007	30.9.2007	5,42	5,42	8,30	5,74	4,24	5,42	5,58	5,50	5,42	5,42	5,42	5,42	8,54	5,42	5,42	6,49	5,42	6,64	7,00	5,42	5,94	5,42	9,10	5,49	5,42	5,20	5,90
1.7.2007	31.8.2007	4,62	4,62	8,30	5,74	4,24	4,62	4,76	5,50	4,62	4,62	4,62	4,62	8,54	4,62	4,62	6,49	4,62	6,64	7,00	4,62	5,94	4,62	9,10	4,68	4,62	5,20	5,90
1.6.2007	30.6.2007	4,62	4,62	8,30	5,74	4,24	4,62	4,76	5,50	4,62	4,62	4,62	4,62	8,54	4,62	4,62	6,49	4,62	6,64	7,00	4,62	5,94	4,62	10,17	4,68	4,62	5,20	5,90
1.1.2007	31.5.2007	4,62	4,62	8,30	5,49	4,24	4,62	4,76	5,50	4,62	4,62	4,62	4,62	8,54	4,62	4,62	6,49	4,62	6,64	7,00	4,62	5,94	4,62	10,17	4,68	4,62	5,20	5,90



## INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES

**Mise à jour de la liste des titres de séjour visés à l'article 2, paragraphe 15, du règlement (CE) n° 562/2006 du Parlement européen et du Conseil établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen) (JO C 247 du 13.10.2006, p. 1, JO C 153 du 6.7.2007, p. 5, JO C 192 du 18.8.2007, p. 11, JO C 271 du 14.11.2007, p. 14, JO C 57 du 1.3.2008, p. 31)**

(2008/C 134/06)

La publication de la liste des titres de séjour visés à l'article 2, paragraphe 15, du règlement (CE) n° 562/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen) est fondée sur les informations communiquées par les États membres à la Commission conformément à l'article 34 du code frontières Schengen.

Outre cette publication au Journal officiel, une mise à jour mensuelle est disponible sur le site web de la direction générale «Justice, liberté et sécurité».

ESTONIE

*Remplacement de la liste publiée au JO C 271 du 14.11.2007, p. 14*

Documents conférant un droit de séjour:

- 1) carte d'identité;
- 2) vignette de permis de séjour (apposée sur le document de voyage délivré par l'Estonie ou un autre pays).

1) La carte d'identité délivrée aux ressortissants de pays tiers peut comporter les mentions suivantes:

- titre de séjour temporaire valable jusqu'au jj.mm.aa/tähtajaline elamisluba kehtivusega kuni pp.kk.aa,
- résident de longue durée CE/pikaajaline elanik EÜ,
- titre de séjour permanent/alaline elamisluba — délivré jusqu'au 31 mai 2006.

La carte d'identité n'est pas valable comme document de voyage pour le franchissement d'une frontière nationale. Pour les voyages, la carte d'identité doit être présentée avec un passeport en cours de validité.

2) La vignette de permis de séjour peut comporter les mentions suivantes:

- titre de séjour temporaire/tähtajaline elamisluba,
- résident de longue durée CE/pikaajaline elanik EÜ,
- titre de séjour permanent/alaline elamisluba — délivré jusqu'au 31 mai 2006.

Les titres de séjour peuvent être:

- temporaires (validité maximale de cinq ans), ou
- permanents.

Toutes les mentions, sauf celles relatives au titre de séjour permanent, sont en langue anglaise.

- 3) Cartes diplomatiques et cartes de service délivrées par le ministère des affaires étrangères:
- Diplomaadikaart  
(Carte d'identité diplomatique: catégorie A — Chefs de mission et membres de leur famille; couleur bleue)
  - Diplomaadikaart  
(Carte d'identité diplomatique: catégorie B — Diplomates et membres de leur famille; couleur bleue)
  - Teenistuskaart  
(Carte de service: catégorie C — Membres du personnel administratif et membres de leur famille; couleur rouge)
  - Teenistuskaart  
(Carte de service: catégorie D — Membres du personnel de service et membres de leur famille; couleur verte)
  - Teenistuskaart  
(Carte de service: catégorie E — Domestiques privés; couleur verte)
  - Teenistuskaart  
(Carte de service: catégorie F — Employés locaux; couleur verte)
  - Teenistuskaart  
(Carte de service: catégorie HC — Agents consulaires honoraires; couleur grise)
-

**Mise à jour de la liste des points de passage frontaliers visés à l'article 2, paragraphe 8, du règlement (CE) n° 562/2006 du Parlement européen et du Conseil établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen) (JO C 316 du 28.12.2007, p. 1)**

(2008/C 134/07)

La publication de la liste des points de passage frontaliers visés à l'article 2, paragraphe 8, du règlement (CE) n° 562/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen) est fondée sur les informations communiquées par les États membres à la Commission conformément à l'article 34 du code frontières Schengen.

Outre cette publication au Journal officiel, une mise à jour mensuelle est disponible sur le site web de la direction générale «Justice, liberté et sécurité».

ESPAGNE

*Remplacement des informations publiées au JO C 316 du 28.12.2007, p. 1*

**Frontières maritimes**

Nouveau point de passage frontalier maritime:

Puerto de Santa Cruz de La Palma (La Palma).

AUTRICHE

*Remplacement des informations publiées au JO C 316 du 28.12.2007, p. 1*

**Aéroports et aérodromes**

*Aéroports*

- |                           |                      |
|---------------------------|----------------------|
| (1) Graz-Thalerhof        | (4) Linz-Hörsching   |
| (2) Innsbruck-Kranebitten | (5) Salzburg-Maxglan |
| (3) Klagenfurt-Wörthersee | (6) Wien-Schwechat   |

*Aérodromes*

- |                                       |                           |
|---------------------------------------|---------------------------|
| (1) Bad Kleinkirchheim                | (16) Kapfenberg           |
| (2) Dobersberg                        | (17) Kappl                |
| (3) Eferding                          | (18) Kitzbühel            |
| (4) Feldkirchen-Ossiacher See         | (19) Krems-Langenlois     |
| (5) Ferlach                           | (20) Kufstein-Langkampfen |
| (6) Ferlach (Hubschrauberplatz Glock) | (21) Lanzen-Turnau        |
| (7) Ferlach-Glainach                  | (22) Leoben-Timmersdorf   |
| (8) Freistadt                         | (23) Leopoldsdorf         |
| (9) Friesach-Hirt                     | (24) Lienz-Nikolsdorf     |
| (10) Fürstenfeld                      | (25) Linz-Ost             |
| (11) Gmunden                          | (26) Mariazell            |
| (12) Goldeck Talstation               | (27) Mauterndorf          |
| (13) Halleg                           | (28) Mayerhofen           |
| (14) Hofkirchen                       | (29) Micheldorf           |
| (15) Hohenems-Dornbirn                | (30) Niederöblarn         |

(31) Nötsch im Gailtal	(48) Stockerau
(32) Ottenschlag	(49) Trieben
(33) Pinkafeld	(50) Villach
(34) Pöchlarn-Wörth	(51) Völkermarkt
(35) Pongau Heliport (Hubschrauberplatz)	(52) Völtendorf
(36) Punitz-Güssing	(53) Vöslau
(37) Reutte-Höfen	(54) Waidring
(38) Ried-Kirchheim	(55) Wattens
(39) Schärding-Suben	(56) Weiz-Unterfladnitz
(40) Scharnstein	(57) Wels
(41) Seitenstetten	(58) Wiener Neudorf
(42) Spitzerberg	(59) Wiener Neustadt/Ost
(43) St. Andrä im Lavanttal	(60) Wietersdorf
(44) St. Donat-Mairist	(61) Wolfsberg
(45) St. Georgen am Ybbsfeld	(62) Zell am See
(46) St. Johann/Tirol	(63) Zeltweg
(47) St. Pölten	(64) Zwatzhof (Hubschrauberflugplatz)

### Ports

#### *Ports sur le lac de Constance*

(1) Hafen Bregenz <sup>(1)</sup>	(2) Hafen Hard <sup>(1)</sup>
----------------------------------	-------------------------------

### Frontière terrestre avec la Suisse (et le Liechtenstein)

(1) Bangs <sup>(2)</sup>	(13) Mäder
(2) Bregenz-St. Margrethen (Eisenbahn)	(14) Martinsbruck
(3) Feldkirch-Buchs (Eisenbahn)	(15) Meiningen
(4) Feldkirch-Mauren (Radweg)	(16) Nofels
(5) Fimberpass	(17) Nofels-Fresch
(6) Gaissau (einschließlich Radweg Gaissau)	(18) Pfunds
(7) Höchst	(19) Spiss
(8) Hohenems	(20) Tisis
(9) Koblach	(21) Tosters
(10) Lustenau	(22) Tschagguns <sup>(3)</sup>
(11) Lustenau-Schmitterbrücke	(23) Zeblas
(12) Lustenau-Wiesenrain	

<sup>(1)</sup> Port du lac de Constance — pas de liaisons régulières; présence de personnel uniquement en cas d'excursions en bateau.

<sup>(2)</sup> «Bangs» désigne l'ensemble des points de passage autorisés de Nofels-Egg, Gantensteinweg, Rainweg, Haberweg, Rheindammweg et Jägersteig-Feldbandweg.

<sup>(3)</sup> «Tschagguns» désigne l'ensemble des points de passage autorisés de Plankner Sattel, Saminatal, Kirchspitzen, Brandner Gletscher, Schesaplana, Tote Alpe, Bartümeljoch, Salarueljoch, Mattlerjoch, Sareiserjoch, Bettlerjoch, Schweizertor, Drusentor, Grünes Fürkele, Plaseggenpaß et Sarottlpaß.

SLOVAQUIE

*Remplacement des informations publiées au JO C 316 du 28.12.2007, p. 1*

SLOVAQUIE-UKRAINE

**Frontières terrestres**

- |  |  |
|--|--|
| (1) Čierna nad Tisou-Čop (chemin de fer) | (4) Vyšné Nemecké-Užhorod                                      |
| (2) Ubl'a-Malyj Bereznyj                 | (5) Maťovské Vojkovce-Pavlovo (chemin de fer; uniquement fret) |
| (3) Veľké Slemence-Mali Selmenci         |  |

**Frontières aériennes**

- |                            |                        |
|----------------------------|------------------------|
| (1) Aéroport de Bratislava | (3) Aéroport de Poprad |
| (2) Aéroport de Košice     |                        |

*Aérodromes*

- |               |            |
|---------------|------------|
| (1) Nitra     | (4) Sliač  |
| (2) Piešťany  | (5) Žilina |
| (3) Prievidza |            |
-

**Mise à jour des montants de référence en matière de franchissement des frontières extérieures, visés à l'article 5, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 562/2006 du Parlement européen et du Conseil établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen) (JO C 247 du 13.10.2006, p. 19, JO C 153 du 6.7.2007, p. 22, JO C 182 du 4.8.2007, p. 18, JO C 57 du 1.3.2008, p. 38)**

(2008/C 134/08)

La publication des montants de référence en matière de franchissement des frontières extérieures, visés à l'article 5, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 562/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen), est fondée sur les informations communiquées par les États membres à la Commission conformément à l'article 34 du code frontières Schengen.

Outre cette publication au Journal officiel, une mise à jour mensuelle est disponible sur le site web de la direction générale «Justice, liberté et sécurité».

SLOVAQUIE

*Remplacement des informations publiées au JO C 247 du 13.10.2006, p. 19*

Les moyens financiers nécessaires pour couvrir les frais de séjour d'un ressortissant de pays tiers sur le territoire de la République slovaque sont fixés à 1 700 SKK par personne et par jour, conformément à l'article 4 de la loi n° 48/2002 relative au séjour des étrangers et portant modification de plusieurs lois, telle que modifiée.

Cette somme de 1 700 SKK est ventilée comme suit:

- a) 1 000 SKK pour le logement;
- b) 100 SKK pour le petit-déjeuner;
- c) 200 SKK pour le déjeuner;
- d) 200 SKK pour le dîner;
- e) 200 SKK pour l'argent de poche.

Lorsque les frais de séjour d'un ressortissant de pays tiers sur le territoire de la République slovaque sont partiellement couverts, il en est tenu compte lors de l'appréciation des moyens de subsistance.

Une invitation certifiée par un service de police peut constituer une preuve de moyens de subsistance suffisants.

GRÈCE

*Remplacement des informations publiées au JO C 247 du 13.10.2006, p. 19*

L'arrêté ministériel conjoint n° 3021/22/10-f du 24 décembre 2007 fixe le montant des moyens de subsistance dont doivent disposer les ressortissants étrangers qui souhaitent entrer sur le territoire de la Grèce, à l'exception des ressortissants des États membres de l'Union européenne.

En vertu de l'arrêté ministériel susmentionné, le montant en devises dont doivent disposer les ressortissants de pays non membres de l'Union européenne pour pouvoir entrer en Grèce est fixé à 50 EUR par personne et par jour, ou à un montant minimum de 300 EUR pour un séjour ne dépassant pas cinq jours.

Si le ressortissant étranger est mineur d'âge, les montants précités sont diminués de 50 %.

Quant aux ressortissants des pays obligeant les ressortissants grecs à une liquidation du change aux frontières, la même mesure leur est appliquée conformément au principe de réciprocité.

---

**Modification par la France des obligations de service public imposées sur les services aériens réguliers entre Rennes et Mulhouse**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2008/C 134/09)

1. La France a décidé de modifier les obligations de service public imposées sur les services aériens réguliers entre l'aéroport de Rennes (Saint-Jacques) et celui de Bâle-Mulhouse publiées au *Journal officiel de l'Union européenne* C 52 du 2 mars 2006, au titre de l'article 4, paragraphe 1, point a), du règlement (CEE) n° 2408/92 du Conseil du 23 juillet 1992 concernant l'accès des transporteurs aériens communautaires aux liaisons aériennes intra-communautaires.

2. Au point 2 des obligations de service public précitées, les obligations en termes de nombre de fréquences minimales sont remplacées par les obligations suivantes:

«Pendant 220 jours par an hors jours fériés, les services doivent être exploités à raison, au minimum, de deux allers et retours par jour, le matin et le soir, du lundi au jeudi, et d'un aller et retour le vendredi soir.»

---

V

(Avis)

**PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE  
CONCURRENCE****COMMISSION****AIDES D'ÉTAT — ESPAGNE****Aide d'État C 8/08 (ex NN 4/08; ex CP 60/07) — Complexe cinématographique de Ciudad de la Luz  
à Alicante****Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2008/C 134/10)

Par la lettre du 13 février 2008, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Espagne sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant la mesure susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur la mesure à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne  
Direction générale de la concurrence  
Greffes des aides d'État  
SPA-3 6/5  
B-1049 Bruxelles  
Fax (32-2) 296 12 42

Ces observations seront communiquées aux autorités espagnoles. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

**RÉSUMÉ****PROCÉDURE**

La Commission a ouvert une procédure formelle d'examen après avoir été saisie, en février et en juillet 2007, de plaintes distinctes émanant de deux grandes sociétés de l'industrie cinématographique européenne établies dans deux États membres autres que l'Espagne. Ces sociétés font valoir que l'aide d'État illégale accordée par le gouvernement régional de Valence en faveur de la construction et de l'exploitation du complexe cinématographique de Ciudad de la Luz, à Alicante, a permis à son bénéficiaire de pratiquer des prix inférieurs à ceux du marché. La Commission n'avait pas reçu de notification relative à une aide d'État portant sur les ressources d'État en cause de la part des autorités espagnoles.

La Commission a envoyé une demande de renseignement aux autorités espagnoles le 10 avril 2007, puis le 13 juillet 2007. La Commission leur a également transmis ces deux plaintes, avec l'accord des plaignants. Elles ont répondu le 15 juin 2007 et le 8 octobre 2007 respectivement.



### DESCRIPTION DE LA MESURE

Ciudad de la Luz est un grand complexe cinématographique situé à Alicante (Valence). Les coûts de construction et les pertes d'exploitation de Ciudad de la Luz ont été à ce jour intégralement financés par des ressources d'État. Selon des prévisions de 2006 fournies par les autorités espagnoles, les coûts de construction à eux seuls devaient dépasser 270 Mio EUR d'ici la fin de 2007.

Les actifs de ce complexe appartiennent à Ciudad de la Luz SAU, actuellement détenue à 100 % par Sociedad de Proyectos Temáticos de la Comunidad Valencia SAU (SPTCV). Cette dernière est elle-même détenue à 100 % par le gouvernement régional de Valence. Ce complexe est géré par Producciones Aguamarga SL. Les autorités espagnoles ont l'intention de lancer un appel d'offres pour sa gestion en 2014.

### APPRÉCIATION DE LA MESURE

Selon les autorités espagnoles, les ressources d'État utilisées ne devraient pas être considérées comme une aide d'État car les investissements dans ce projet ont été effectués en appliquant le principe de l'investisseur en économie de marché. Après un premier examen du plan d'activité relatif aux projets, la Commission doute toutefois sérieusement qu'un investisseur privé se serait lancé dans ce type de nouveau projet à haut risque aux mêmes conditions et à la même échelle que le gouvernement régional de Valence.

La Commission doute notamment de la validité des hypothèses sous-tendant les prévisions de 2002 fournies par les autorités espagnoles pour justifier la décision d'investissement. Celles-ci se fondent sur un coût du capital inférieur au taux des obligations d'État qui était à l'époque de 4,96 % et sur des rentrées en 2014 supérieures aux coûts de construction attendus, résultant de la mise en adjudication de la gestion du complexe.

Les autorités espagnoles ont également fait observer que les ressources d'État avaient été investies dans un projet d'infrastructure publique. Or, depuis son ouverture, ce complexe est utilisé presque exclusivement par des sociétés de production audiovisuelle. La Commission doute par conséquent que ce complexe offre un service dont la fourniture incombe habituellement à une autorité publique et qui ne favorise pas des entreprises bien précises, pouvant être facilement identifiées.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission estime à ce stade que Ciudad de la Luz SAU a reçu une aide d'État au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE.

Les autorités espagnoles ont fait valoir que, même si ces ressources publiques étaient considérées comme une aide d'État, le financement de Ciudad de la Luz pouvait être compatible soit en tant qu'aide destinée à promouvoir la culture, soit en tant qu'aide régionale.

Or la Commission ne considère pas que la dérogation culturelle prévue à l'article 87, paragraphe 3, point d) puisse s'appliquer en l'espèce. En effet, elle doute fortement que la construction et l'exploitation du complexe Ciudad de la Luz soient de nature à promouvoir la culture ou la conservation du patrimoine.

Étant donné que ce complexe a été construit dans la province aidée d'Alicante, les autorités espagnoles soutiennent que les règles régissant les aides d'État à finalité régionale auraient autorisé une aide à concurrence de 40 % des investissements admissibles en 2000-2006. En l'absence de renseignements supplémentaires fournis par les autorités espagnoles, la Commission est dans l'incapacité de déterminer plus précisément le montant de l'aide éventuellement admissible conformément à l'encadrement des aides à finalité régionale.

Le complexe Ciudad de la Luz, par sa taille <sup>(1)</sup>, fait partie du marché européen des grands studios cinématographiques. Ces studios sont principalement utilisés pour les grandes productions et plusieurs de celles qui sont tournées en Europe sont produites ou coproduites par les «majors» américaines. Il existe une concurrence mondiale pour le tournage de ces grandes réalisations et les producteurs, actifs à l'échelle mondiale, peuvent délocaliser les productions de façon à profiter de coûts moins élevés et/ou d'incitations. De ce fait, étant donné que ce type de films suppose souvent des budgets de l'ordre de 100 Mio USD, l'aide d'État accordée à Ciudad de la Luz risque d'affecter les échanges entre États membres et de fausser la concurrence.

<sup>(1)</sup> Voir [www.ciudaddelaluz.com](http://www.ciudaddelaluz.com)

### Conclusion

La Commission doute qu'un investisseur privé aurait investi dans Ciudad de la Luz aux mêmes conditions et dans les mêmes proportions que le gouvernement régional de Valence. Elle doute également que l'on puisse considérer un studio cinématographique comme une infrastructure publique ou que l'aide d'État accordée à Ciudad de la Luz puisse être compatible dans le cadre de la dérogation culturelle prévue à l'article 87, paragraphe 3, point d). Elle doute enfin que la majorité de l'aide d'État puisse relever de l'encadrement des aides à finalité régionale.

Conformément à l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil, toute aide illégale pourra faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.

### TEXTE DE LA LETTRE

«(1) La Comisión desea informar al Reino de España de que, tras examinar la información facilitada por sus autoridades en relación a la ayuda financiera del Gobierno autonómico de Valencia al complejo de estudios cinematográficos "Ciudad de la Luz" de Alicante, ha decidido incoar un procedimiento de investigación formal de la misma en virtud del artículo 88, apartado 2, del Tratado CE.

#### 1. PROCEDIMIENTO

- (2) El 22 de febrero de 2007, la Comisión recibió del denunciante A <sup>(2)</sup> una denuncia relativa a la ayuda presuntamente concedida por el Gobierno de Valencia a los estudios cinematográficos "Ciudad de la Luz". El 15 de marzo de 2007, el denunciante A confirmó que la denuncia podía remitirse a las autoridades españolas.
- (3) El 10 de abril de 2007, la Comisión remitió la denuncia completa a las autoridades españolas, solicitando información sobre la presunta ayuda. Previamente, la Comisión no había recibido de las autoridades españolas, para su aprobación como ayudas de Estado, notificación alguna de medidas de apoyo al cine en Valencia.
- (4) Tras pedir una extensión del plazo el 18 de abril de 2007 (concedida el 24 de abril), las autoridades españolas respondieron a la solicitud de información de la Comisión el 15 de junio de 2007.
- (5) El 30 de abril de 2007, el denunciante A facilitó enlaces de artículos publicados en "Variety" que referían subvenciones de producción al cine en Valencia y confirmaban que los estudios "Ciudad de la Luz" estaban atrayendo producciones cinematográficas de gran presupuesto <sup>(3)</sup>.
- (6) El 13 de julio de 2007, la Comisión solicitó información adicional a las autoridades españolas. Tras pedir una extensión del plazo el 18 de julio de 2007 (concedida el 19 de julio), las autoridades españolas respondieron a la solicitud de información de la Comisión el 8 de octubre de 2007.
- (7) El 15 de julio de 2007, la Comisión recibió una denuncia del denunciante B <sup>(4)</sup>. Después de obtener el acuerdo del denunciante, la Comisión remitió su denuncia a las autoridades españolas el 2 de agosto de 2007.

#### 2. DESCRIPCIÓN DE LA MEDIDA

##### 2.1. Ciudad de la Luz

- (8) "Ciudad de la Luz" es un importante complejo de estudios cinematográficos de Alicante. El 24 de octubre de 2000, el Gobierno autonómico de Valencia adoptó su decisión inicial de invertir en el proyecto "Ciudad de la Luz". "Ciudad de la Luz SA" se constituyó el 2 de noviembre de 2000. Su objetivo es llevar a cabo las actividades necesarias para la promoción, organización y gestión de centro "Ciudad de la Luz", incluidas la construcción, gestión y explotación de las instalaciones audiovisuales y cinematográficas, así como otras actividades de ocio y alojamiento.

<sup>(2)</sup> El denunciante A es un importante estudio de cine europeo. Ha pedido que no se divulgara su identidad.

<sup>(3)</sup> "Un nuevo estudio de Valencia ofrece rebajas de película":  
<http://www.variety.com/article/VR1117958591.html?categoryid=19&cs=1>  
"La Pompeya de Polanski cobra forma":  
<http://mobile.variety.com/article/VR1117963040.html?categoryid=13&cs=1>

<sup>(4)</sup> El denunciante B es una figura importante del sector cinematográfico europeo. También ha pedido que no se divulgara su identidad.

- (9) 75 % del capital social inicial de 600 000 EUR de “Ciudad de la Luz SA” era propiedad de la “Sociedad Proyectos Temáticos de la Comunidad Valenciana” (SPTCV), entidad pública que lleva a cabo actividades de inversión en nombre del Gobierno autonómico de Valencia. El 25 % restante pertenecía a “Aguamarga Producciones”, una empresa privada.
- (10) En noviembre de 2001, el capital social se amplió a 9 millones de EUR y SPTCV adquirió todas las nuevas acciones, elevando su participación hasta el 98,4 %. SPTCV aumentó aun más su participación en febrero de 2003 y mayo de 2004 a través de compras similares del nuevo capital social. En julio de 2004, “Aguamarga Producciones” vendió su participación en “Ciudad de la Luz SA” <sup>(5)</sup> a SPTCV por 139,059 EUR. Desde entonces, la Comunidad Valenciana, a través de SPTCV, ha detentado el 100 % del capital social de “Ciudad de la Luz”. Sin embargo, “Aguamarga Producciones” continúa siendo responsable del trabajo de construcción restante, de la promoción de “Ciudad de la Luz” y de la gestión de los estudios.
- (11) Los estudios iniciaron su actividad de rodaje de películas a finales de 2005. La construcción, que arrancó en 2002, se había dividido en tres fases:
- fase 1 (finalizada): 6 estudios de sonido con aire acondicionado y una superficie conjunta de 11 000 m<sup>2</sup>, edificios de apoyo a la producción, 15 050 m<sup>2</sup> de talleres y almacenes, y 2 zonas de rodaje de exteriores de 14 hectáreas en total,
  - fase 2 (cuya finalización estaba prevista para final de 2007): incluye una tercera zona de rodaje de exteriores de 5 hectáreas, instalaciones de restauración, un tanque de rodaje acuático y un gran estanque de agua profunda con horizonte natural,
  - la fase 3 (finalización prevista para 2009/2010) incluye un estudio de sonido de 5 000 m<sup>2</sup>.
- (12) Ciertos aspectos de las instalaciones “último modelo” de “Ciudad de la Luz” la ponen muy por delante del limitado número de estudios europeos importantes en cuanto a capacidad para grandes producciones. Así, por ejemplo, el estudio de sonido de 5 000 m<sup>2</sup>, actualmente en construcción en “Ciudad de la Luz”, será, al parecer, el mayor del mundo <sup>(6)</sup>. La Comisión observa que las grandes estudios de sonido sólo tienen interés para grandes producciones.

## 2.2. Plan de negocios de “Ciudad de la Luz”: 2002-2014 (2002)

- (13) En su escrito de 13 de junio de 2007, las autoridades españolas incluyeron la siguiente previsión de pérdidas y ganancias de “Ciudad de la Luz SA” para el período 2002-2014.

### Previsión de pérdidas y ganancias de “Ciudad de la Luz”: 2002-2014 (2002)

	Preparación		Pruebas		Explotación experimental						Consolidación			
	Cifras en miles de EUR													
	Años													
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
	A0	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10	A11	A12	
INGRESOS DIRECTOS DE PRODUCCIONES														
Total ingresos directos de producciones	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
INGRESOS INDIRECTOS DE PRODUCCIONES														
Total ingresos indirectos de producciones	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	

<sup>(5)</sup> Con la transferencia de capital correspondiente de 7 de octubre de 2004, “Ciudad de la Luz SA” se convirtió en “Ciudad de la Luz SAU”, una empresa con un solo accionista (sociedad anónima unipersonal) con la totalidad de su capital social en manos de SPTCV.

<sup>(6)</sup> Fuente: “Hágase la luz” en “Hollywood Reporter”, 31 de octubre de 2006: [http://www.hollywoodreporter.com/hr/content\\_display/international/features/ei45879d0f68a3095f5df04bc254cf9f3](http://www.hollywoodreporter.com/hr/content_display/international/features/ei45879d0f68a3095f5df04bc254cf9f3)

	Preparación		Pruebas		Explotación experimental					Consolidación				
	Cifras en miles de EUR													
	Años													
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
A0	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10	A11	A12		
<b>OTROS INGRESOS</b>														
Total otros ingresos	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
<b>GASTOS DIRECTOS DE PRODUCCIONES</b>														
Total gastos directos de producciones	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
<b>GASTOS INDIRECTOS</b>														
Total gastos indirectos	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
Beneficio antes de intereses, impuestos y amortizaciones (EBITDA)	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
<b>AMORTAZACIONES</b>														
Total amortizaciones	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...] 5	[...]	[...]	[...]	
Beneficio antes de intereses e impuestos (EBIT)	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
<b>GASTOS FINANCIEROS</b>														
Gastos financieros	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
Beneficio antes de impuestos (EBT)	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
<b>IMPUESTOS</b>														
Impuesto de sociedades	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
0,35														
Beneficio neto	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	

(\*) A través de esta versión pública de esta decisión, los datos cubiertos por la obligación del secreto profesional se han substituido cerca [...].

(14) Como muestran las partidas del cuadro, el período de 13 años se dividió en cuatro fases: preparación (2002-2003), pruebas (2004-2005), explotación experimental (2006-2010) y consolidación (2011-2014). Según las autoridades españolas, el cuadro refleja el objetivo de ceder la gestión del complejo "Ciudad de la Luz" en 2014.

(15) En su escrito, las autoridades españolas señalan que el funcionamiento de "Ciudad de la Luz" prevé (preveía) un EBITDA (beneficios antes de intereses, impuestos, depreciación y amortización) positivo antes de [...], que alcanzaría [...] millones de EUR antes de [...]. Sin embargo, tras incluir en el cálculo la depreciación de edificios y equipo técnico, "Ciudad de la Luz" sólo podría arrojar ganancias positivas netas para [...] ([...] millones), que aumentarían hasta [...] millones para [...].

(16) Las autoridades españolas han presentado también las proyecciones correspondientes hechas en 2002 de las inversiones y los flujos de tesorería de "Ciudad de la Luz SA" previstos entre 2002 y 2014.

## Previsión de flujo de tesorería para "Ciudad de la Luz": 2002-2014 (2002)

Cash flow — Inversión necesaria		Preparación	Pruebas	Explotación experimental								Consolidación			
		Cifras en miles de EUR													
		Años													
		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
		A0	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10	A11	A12	
	Caja inicial	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
+	EBITDA	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
-	Inversiones	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
-	Impuestos	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
+	Aportación de capital requerida	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
	Caja Final	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
	Aportación necesaria acumulada	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
	Flujo de fondos	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
lad	TIR	[...] %													
	VAN	[...] EUR													
% deuda/capital															
	Inversión acumulada	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
	Amortización acumulada	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	
	Valor contable del activo	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	

(17) Según las autoridades españolas, las proyecciones arriba mostradas se realizaron empleando el coste medio ponderado del capital (WACC) del [...] % como factor de descuento. El WACC se calculó según la fórmula usual que pondera los costes y el porcentaje de recursos financieros reales o previstos para el funcionamiento de "Ciudad de la Luz" a partir de la deuda y los recursos propios, respectivamente. Los cálculos WACC presentados por las autoridades españolas indican lo siguiente:

- los costes de la deuda se calcularon en [...] % pero, dado que no se previó financiación alguna de la deuda, la contribución de ésta al WACC fue del 0 %,
- los costes del capital, que en 2002 se preveía que cubrieran el 100 % de las necesidades de financiación, se calcularon en [...] %. Dicho porcentaje se deducía únicamente de un cálculo de una tasa libre de riesgo del [...] % a la que no se añadía ninguna prima de riesgo específica de inversión o de liquidez.

(18) Sobre la base de la previsión de tesorería, se estimó que la inversión generaría una tasa interna de rentabilidad del [...] % y un valor actual neto positivo de [...] millones de EUR. El rendimiento de [...] % previsto excede del [...] % del coste del capital calculado por las autoridades españolas.

- (19) Estos resultados positivos globales dependen en primer lugar de la entrada neta acumulativa de [...] millones de EUR que muestra la previsión de tesorería para 2014. La entrada neta de tesorería procedente del funcionamiento de “Ciudad de la Luz” en 2014 es, según las previsiones, de [...] millones de EUR (7). Las autoridades españolas no han indicado claramente ni la fuente de la entrada adicional de tesorería de [...] millones de EUR (8) en 2014 ni el modo en que se calculó dicha cifra. A este respecto, la Comisión observa que las autoridades españolas afirman que sus previsiones de 2002 reflejaban el objetivo de ceder la gestión del complejo “Ciudad de la Luz” en 2014.
- (20) La Comisión entiende que las previsiones de tesorería y de pérdidas y beneficios de 2002 presentadas por las autoridades españolas y aquí reproducidas constituyen el plan de negocios en que se basó el Gobierno Autónomo de Valencia para invertir en la construcción y explotación del complejo “Ciudad de la Luz”.

### 2.3. Apoyo público a “Ciudad de la Luz”

#### 2.3.1. Financiación del capital social y los créditos

- (21) Los datos de las previsiones iniciales de tesorería de 2002 muestran que la inversión total requerida era de 204 millones de EUR (9) a precios de 2002. Se esperaba que la mayor parte de esta inversión estuviera en construcción, junto con las obras públicas correspondientes, en los años 200-2007. Hasta la fecha, la inversión se ha financiado principalmente de dos maneras:
- i) inversiones de capital que ya han alcanzado los 104 millones de EUR, incluidos terrenos por un valor de 9,8 millones de EUR, aportados en especie al capital social por el SPTCV,
  - ii) en abril de 2005, SPTCV concedió a “Ciudad de la Luz SAU” un crédito de 95 millones de EUR. Dicho crédito se concedió por un período de 10 años a interés fijo ajustado al tipo EURIBOR de un año más un 1 % y una tasa de interés variable del 1,25 % de beneficios después de impuestos.
- (22) Los informes de 2004 y 2005 realizados sobre SPTCV y “Ciudad de la Luz SAU” por la Sindicatura de Cuentas hacen referencia a un acuerdo de préstamo participativo concedido por SPTCV en abril de 2005. En opinión de la Comisión, un préstamo participativo es un híbrido de capital y deuda que sitúa al beneficiario debajo de los demás deudores si la compañía suspende su actividad, aunque lo sitúa por encima de los accionistas. Los préstamos participativos pueden no reembolsarse pronto a menos que el capital de la empresa aumente en un importe igual.
- (23) En la previsión de pérdidas y ganancias de 2002, no se contabilizaron intereses. Por ello, es posible que, cuando se adoptó la decisión de inversión original, no se hubiera pensado en la posibilidad del crédito.
- (24) Las autoridades españolas han presentado a la Comisión una previsión revisada, parece que de 2006, que muestra que las contribuciones públicas a los costes de construcción hasta finales de 2007 se habían calculado en 273,5 millones de EUR. Dado que la tercera fase de la construcción no estará finalizada hasta finales de 2009, la mera contribución pública final a la construcción del complejo podría superar dicha cifra.
- (25) Basándose en los datos aportados hasta ahora por las autoridades españolas, la Comisión no ha podido conciliar las cifras de las previsiones de 2002 con las de las previsiones de 2006.

#### 2.3.2. Descuentos ofrecidos por “Ciudad de la Luz SAU”

- (26) En la práctica, SPTCV es la única que ha financiado hasta ahora “Ciudad de la Luz SAU”. La mayoría de las pérdidas de explotación sufridas durante este período se originaron en la construcción del complejo “Ciudad de la Luz” y estaban incluidas en las previsiones de 2002. Sin embargo, según las autoridades españolas, los descuentos que se consideraron necesarios para atraer producciones cinematográficas durante la explotación del complejo antes de 2005/2006 no se incluyeron en las previsiones de 2002.

(7) El movimiento de tesorería neto de las operaciones es el movimiento entre la apertura y el cierre de los balances de tesorería previstos en 2014: [...] millones de EUR – [...] millones de EUR = [...] millones de EUR.

(8) Ésta es la diferencia entre la entrada acumulativa neta de tesorería en 2014 y la tesorería neta de operaciones: [...] millones de EUR – [...] millones de EUR = [...] millones de EUR.

(9) Esta cifra es la aportación necesaria acumulada máxima para el proyecto según la previsión de tesorería de 2002. Se produce a finales de 2007, después de lo cual la aportación acumulada disminuye, según la previsión.

- (27) En su solicitud de información de 13 de julio de 2007, la Comisión recordó a las autoridades españolas que las medidas que emplean recursos públicos para apoyar la producción de obras cinematográficas o audiovisuales se consideran ayudas de Estado y deben notificarse a la Comisión Europea. Todos los incentivos concedidos (también los concedidos por las autoridades regionales y locales) deben notificarse a la Comisión Europea. Pese a ello, la Comisión no había recibido notificación alguna de un proyecto valenciano de apoyo al cine.
- (28) La Comisión había citado un artículo de "Screen Finance" <sup>(10)</sup> de febrero de 2007 que parecía indicar que el Gobierno regional de Valencia había preparado dicho proyecto sin notificarlo a la Comisión. En su respuesta, las autoridades españolas alegaron que el apoyo al cine en cuestión no se notificó porque creyeron que los recursos públicos se aportaban según el principio del inversor en una economía de mercado, por lo que no constituían ayuda de Estado.
- (29) Sin embargo, las autoridades españolas proporcionaron a la Comisión detalles confidenciales de los descuentos ofrecidos a diversas producciones cinematográficas rodadas en "Ciudad de la Luz". En octubre de 2007 se habían rodado en "Ciudad de la Luz" 19 películas y 3 anuncios publicitarios. Casi todas las películas (pero ninguno de los anuncios) se beneficiaron de descuentos, que totalizaron 12 millones de EUR, IVA no incluido. Según las autoridades españolas, los planes iniciales de "Ciudad de la Luz" no preveían la necesidad de dichos incentivos para atraer producciones. Hacen observar que, para 2006, la diferencia entre las pérdidas reales de explotación ([...] <sup>(11)</sup> millones de EUR) y las pérdidas iniciales previstas ([...] millones de EUR en las proyecciones de 2002) se produce porque en aquel momento no se tuvieron en cuenta los costes de los incentivos. En su opinión, el hecho de que las provisiones hubieran sido equivalentes a los resultados reales si se hubieran calculado los incentivos, demuestra la precisión y fiabilidad del plan de negocios inicial.
- (30) A este respecto, las autoridades españolas consideran también que el objetivo original de "Ciudad de la Luz" era ofrecer estudios a precios competitivos y que, aun siendo inferiores a los de las empresas que lideran el mercado, los precios de "Ciudad de la Luz" siguen siendo superiores a los de estudios comparables.
- (31) Como apunta el denunciante A, el 16 de noviembre de 2005, "Ciudad de la Luz SAU" publicó en el Diario Oficial de la Comunidad Valenciana un anuncio en el que ofrecía ayudas a la producción (supuestamente mediante acuerdos con patrocinadores) a cualquiera que estuviera interesado en utilizar "Ciudad de la Luz" para el rodaje de largometrajes, series de televisión, espacios publicitarios, etc.
- (32) En febrero de 2006, la revista especializada "Screen International" publicó un artículo sobre el complejo de "Ciudad de la Luz" titulado "La carga de la brigada ligera". Empezaba observando que la "apertura de los estudios 'Ciudad de la Luz' proporciona a España instalaciones para competir con las mayores de Europa". A continuación detallaba el paquete de ofertas que se ofrecían a los productores internacionales de películas.
- (33) Según el artículo, para competir con los "bien establecidos superestudios" Babelsberg de Alemania, Pinewood/Shepperton del Reino Unido y Cinecittà de Italia, la Comunidad Valenciana ha ideado un sistema provisional de ayudas financieras para propulsar el inicio de la producción en las instalaciones <sup>(12)</sup>.
- (34) Según el denunciante A, el único requisito significativo para aspirar al incentivo es que el productor/coprodutor esté inscrito en el Registro de Empresas Audiovisuales de Valencia. El Denunciante A aducía además que los dos únicos criterios principales para beneficiarse de las subvenciones eran:
- cuanto más tiempo se utilicen las instalaciones de "Ciudad de la Luz", mayor es la posibilidad de obtener subvenciones (por ejemplo: cada semana de utilización de las instalaciones se contabilizará en favor del solicitante), y

<sup>(10)</sup> "Valencia (España) ofrece a los productores subvenciones de hasta 5,4 millones de EUR (3,7 millones de GBP) por película. Para optar a ellas, los proyectos deben rodarse tres semanas en Valencia —dos en los nuevos estudios 'Ciudad de la Luz' de Alicante—, pasando allí entre el 30 y el 50 % del tiempo total de rodaje. A cambio, los productores pueden reclamar una ayuda de hasta 18 % del gasto local, un 90 % de la cual se abonará durante la filmación." — "Screen Finance", 21 de febrero de 2007.

<sup>(11)</sup> 19 millones de EUR según el informe 2006 del Sindicatura de Cuentas:

[http://www.sindicom.gva.es/web/informes.nsf/0/DDED7B9A9251B641C12573B10045371E/\\$file/06CVIII.pdf](http://www.sindicom.gva.es/web/informes.nsf/0/DDED7B9A9251B641C12573B10045371E/$file/06CVIII.pdf)

<sup>(12)</sup> "Para tener acceso a estos fondos, un productor necesita asociarse con un coprodutor de Valencia. Los fondos se conceden según un sistema de puntos, que contabilizan desde el número de semanas de rodaje en estudio al número de coproductores extranjeros o a la repercusión mediática calculada para la película y sus participantes. Las producciones de presupuesto inferior a 4,8 millones de USD (4 millones de EUR) pueden obtener hasta el 10 % de su presupuesto total; las que cuesten entre 4,8 y 48 millones de USD (de 4 a 40 millones de EUR) podrán recuperar hasta un 7,5 %; y las producciones con un presupuesto superior a 48 millones de USD (40 millones de EUR), hasta el 5 % de su presupuesto. Se espera que los productores gasten el doble de los fondos recibidos en la Comunidad Valenciana y también que reembolsen un porcentaje de la financiación a partir de los beneficios."

— cuanto mayor sea el prepresunto de la producción, mayor posibilidad hay de obtener la subvención (por ejemplo: las producciones con presupuestos inferiores a 4 millones de EUR obtendrán 10 puntos, mientras que las producciones con presupuestos superiores a 40 millones de EUR obtendrán 40 puntos).

- (35) La Comisión señala que el informe de la Sindicatura de 2005 critica a “Ciudad de la Luz SAU” por no haber adjudicado sus cinco primeros acuerdos de patrocinio con arreglo a los principios de publicidad, libre concurrencia y objetividad que regulan la concesión de subvenciones y la adjudicación de contratos públicos.
- (36) Por las razones expuestas, la Comisión no tiene seguridad de estar plenamente al corriente de todos los incentivos que puede obtener el rodaje de una producción en “Ciudad de la Luz”, sean del Gobierno autonómico de Valencia sean de “Ciudad de la Luz SAU” u otro organismo valenciano. La Comisión tampoco ha recibido de las autoridades españolas información sobre el cálculo de las cantidades concedidas a las películas ni sobre las condiciones que implicaban los incentivos.

### 2.3.3. Otros incentivos para el rodaje en “Ciudad de la Luz”

- (37) La Comisión observa también que las producciones cinematográficas a las que “Ciudad de la Luz SA” adjudicó acuerdos de patrocinio han podido haberse beneficiado asimismo de otros incentivos que la Comisión evalúa por separado.
- (38) Por ejemplo, en julio de 2007, el Gobierno autonómico de Valencia notificó un plan de ayuda para primar a las películas que tuvieran éxito comercial en las salas valencianas. La Comisión cree que las grandes producciones cinematográficas que pudieran rodarse en “Ciudad de la Luz” se las ingeniarían probablemente para cumplir los criterios del plan.
- (39) Paralelamente, tales películas pueden también beneficiarse de los planes españoles de apoyo al cine.

## 3. COMENTARIOS DE LAS PARTES IMPLICADAS

### 3.1. Alegaciones de los denunciantes

#### 3.1.1. Diversas formas de apoyo público

- (40) Ambos denunciantes alegan que diversas formas de apoyo proporcionadas por el Gobierno regional de Valencia para facilitar la construcción y explotación de “Ciudad de la Luz” podrían distorsionar significativamente la competencia en el mercado europeo de superproducciones. Las formas del presunto apoyo reseñadas por los denunciantes son:
- aportaciones de capital por un valor de al menos 104 millones de EUR <sup>(13)</sup>,
  - uso libre de coste de terrenos de propiedad pública valorados en 9 millones de EUR <sup>(14)</sup>, y
  - subvenciones de producción que permiten utilizar las instalaciones de “Ciudad de la Luz” a precios inferiores a los practicados en el mercado.
- (41) El denunciante A observa que los grandes estudios cinematográficos compiten a escala internacional y que hay una ardua pugna entre ellos para atraer y retener grandes producciones. A la vez que reconoce las ventajas de la competencia, el denunciante A se muestra preocupado de que la competencia ceda terreno en favor de “Ciudad de la Luz” a consecuencia no de una real disputa de méritos sino de los beneficios que reportan a “Ciudad de la Luz” ayudas de Estado presuntamente ilegales.
- (42) El denunciante B alega que el Gobierno autonómico de Valencia ha contribuido muy sustancialmente a la financiación del proyecto mediante esas tres formas de apoyo. Hace notar también, citando un artículo de “El País” de 21 de mayo de 2006, que el presupuesto inicial del proyecto, 100 millones de EUR, alcanzaba ya los 340 millones.

<sup>(13)</sup> Como se observó en el punto 21, esta cifra corresponde sólo a las ampliaciones de capital de “Ciudad de la Luz SA”.

<sup>(14)</sup> Como se observó en el punto 21, esta cantidad se trata como parte de las ampliaciones de capital de “Ciudad de la Luz SA” y debe, pues, incluirse en la cifra antes citada de 104 millones de EUR.



### 3.1.2. Presunto falseamiento del mercado

- (43) Según el denunciante A, la mayoría de los actuales proveedores de instalaciones de estudio son empresas del sector privado y la gran mayoría funciona sin el nivel de apoyo de estado que presuntamente recibe "Ciudad de la Luz". Alega también que montar un nuevo complejo de estudios cinematográficos como "Ciudad de la Luz" es una empresa de alto riesgo teniendo en cuenta el contexto de ardua competencia del mercado. En opinión del denunciante A, los riesgos eran más elevados en Valencia, que no disponía de un plantel de personas y empresas con suficiente capacidad para impulsar la realización de grandes producciones.
- (44) Consiguientemente, el denunciante A considera que es muy poco probable que un inversor privado apoyara un proyecto como "Ciudad de la Luz", y mucho menos en las condiciones que parece ofrecer el Gobierno autonómico de Valencia.
- (45) El denunciante A apunta también que el rendimiento normal del capital en una inversión cinematográfica es del 15 %. En su opinión, el rendimiento que un inversor privado esperaría de un nuevo estudio cinematográfico sería más elevado, vistos los escollos adicionales y la incertidumbre de lograr capital riesgo.
- (46) El denunciante A concluye que la existencia misma del complejo "Ciudad de la Luz" distorsiona la competencia en el mercado de instalaciones cinematográficas, especialmente de los estudios más grandes. Además, el denunciante A considera que la presunta ayuda de Estado permite realmente a "Ciudad de la Luz" batir los precios de competidores eficaces del sector privado.
- (47) Teniendo en cuenta esto, el denunciante A considera que, sobre todo a largo plazo, la presunta ayuda de Estado puede llegar a socavar tanto la propia viabilidad comercial del proyecto como la de otros proveedores.
- (48) A corto plazo, según el denunciante A, la pérdida, por exigua que fuera, de un pequeño número de grandes producciones en beneficio de "Ciudad de la Luz" podría tener una incidencia significativa en sus competidores, entre los que se incluye el denunciante A. El denunciante A sugiere además que la presunta ayuda de Estado podría contribuir a expulsar directamente del mercado a algunos operadores del sector privado.
- (49) En apoyo de su afirmación, el denunciante A ha aportado ejemplos de estudios europeos que se han visto forzados a cerrar estos últimos años o que han renunciado a planes de construcción o renovación.
- (50) La argumentación del denunciante B, que ha estado considerando la eventualidad de introducirse en el mercado de estudios cinematográficos, refleja la misma visión. Alude a la altísima competencia del medio y subraya que la construcción y el lanzamiento de un estudio es una empresa arriesgada. En su opinión, la posibilidad de que un inversor privado se embarcara en un proyecto similar, sobre todo en proporciones similares a las del Gobierno autonómico de Valencia, es extremadamente baja, por no decir nula.
- (51) Para confirmarlo, el denunciante B cita la negativa del inversor privado minoritario inicial a participar en la ampliación de capital de 2003. Esto redujo su participación en el proyecto a menos del 1 %. El denunciante B cita asimismo varios artículos de "El País" entre mayo de 2003 y diciembre de 2006 que reiteradamente cuestionaban la viabilidad y rentabilidad del proyecto.
- (52) El denunciante B alega además que la ayuda de Estado de la que se ha beneficiado "Ciudad de la Luz", y de la que continúa beneficiándose, permite al complejo mantenerse al margen de la competencia del mercado, ofreciendo, en particular, tarifas un 25 % inferiores aproximadamente a las de sus competidores, que no se benefician de dicha ayuda de Estado. Como ilustración de ello, el denunciante B cita una entrevista realizada al productor de "Astérix y Obélix en los Juegos Olímpicos", una producción de 78 millones de EUR, la más cara del cine europeo hasta la fecha. Presuntamente dicha producción recibió 4 millones de EUR en contribución de "Ciudad de la Luz". En declaraciones del productor, eligieron rodar en "Ciudad de la Luz" en vez de en estudios del norte de África porque la ayuda de la región de Valencia abarataba el precio hasta el nivel del precio de Marruecos <sup>(15)</sup>.
- (53) Por último, el denunciante B considera que sus propios planes para lanzar un complejo de estudios cinematográficos se ven afectados directamente por la presunta distorsión de la competencia que crea la presunta ayuda de Estado a "Ciudad de la Luz". Por ello cree que las condiciones en las que se ha desarrollado el complejo "Ciudad de la Luz" deben examinarse atentamente, pues parecen sugerir que la presunta ayuda de Estado concedida a "Ciudad de la Luz" (pero no notificada a la Comisión) pudiera distorsionar la competencia y debería ser considerada una infracción del artículo 87 del Tratado CE.

<sup>(15)</sup> "La ayuda de la región de Valencia ha puesto el precio español al nivel del precio de Marruecos" — Jérôme Seydoux, "La Tribune", 21 de mayo de 2007.

### 3.2. Posición de las autoridades españolas en cuanto a la existencia de la ayuda de Estado

#### 3.2.1. Aplicación del principio de inversor en una economía de mercado

- (54) Las autoridades españolas argumentan que, considerando la estrategia subyacente y las proyecciones, las expectativas de rentabilidad de SPTCV eran comparables a las de un inversor privado en el momento de llevar a cabo el proyecto de "Ciudad de la Luz". En su opinión, la intervención de SPTCV estuvo dirigida por criterios económicos encaminados a obtener los beneficios que arrojaría un rendimiento del capital invertido a medio plazo. Esta afirmación se apoya previsiblemente en el cálculo de un valor actual neto positivo de la tesorería de [...] millones de EUR y una tasa interna de rendimiento (TIR) de [...] % entre 2002 y 2014, que superaba el [...] %, supuesto coste del capital.
- (55) Las autoridades españolas subrayan que, aunque las proyecciones pueden mostrar un período de reembolso muy largo, la cuantía de la inversión no supone que la duración sea excesiva. La razón aducida es que, según la jurisprudencia, el comportamiento que debe guiar la aplicación del inversor en una economía de mercado es la de un consorcio o un grupo de empresas privadas que persiguen una política estructural, global o sectorial, y se guía por perspectivas de lucro a más largo plazo <sup>(16)</sup>. Amén de ello, las autoridades españolas argumentan que, antes de octubre de 2007, las proyecciones iniciales quedaron superadas por beneficios mayores de los previstos inicialmente, lo que exigía reducir el período de reembolso calculado al principio.

#### 3.2.2. Proyecto general de infraestructura

- (56) Las autoridades españolas alegan también que el complejo de estudios de "Ciudad de la Luz" es una infraestructura pública de interés general. Pues los estudios están abiertos a todas las empresas audiovisuales o de producción cinematográfica en condiciones de mercado no discriminatorias independientemente de la nacionalidad de las mismas. En su escrito, esta opinión se apoya en la calificación de infraestructura pública incluida en el plan regulador urbano aplicable al centro, que está ratificada en diversas sentencias del Tribunal Superior de Justicia de la Comunidad Valenciana. Las autoridades españolas afirman que ni la empresa a la que se confiaron la construcción y la explotación del complejo, Agumarga Producciones, ni las empresas que produjeron material audiovisual o películas en "Ciudad de la Luz" recibieron trato de favor.

### 3.3. Posición de las autoridades españolas en cuanto a la compatibilidad de la ayuda de Estado

- (57) Las autoridades españolas alegan, como argumento subsidiario en caso de que la Comisión considere que las medidas en cuestión constituyen una ayuda de Estado, que dichas medidas serían compatibles con el artículo 87, apartado 3, del Tratado, en cuanto ayudas regionales y en cuanto ayudas encaminadas a promover la cultura.

#### 3.3.1. Ayudas regionales

- (58) Las autoridades españolas alegan que al menos el 40 % de los fondos públicos inyectados por el SPTCV en "Ciudad de la Luz" serían compatibles con las disposiciones del Tratado en aplicación de las Directrices sobre las ayudas de Estado de finalidad regional aplicables entre 2000 y 2006, en el momento en que se constituyó e inició sus actividades "Ciudad de la Luz" <sup>(17)</sup>. En aquel momento, la provincia de Alicante era una región que se podía acoger al artículo 87, apartado 3, letra a). Las autoridades españolas alegan que, en términos de desarrollo y cohesión regionales, la contribución a la renta y al empleo de la provincia eran considerables y estaban documentados por una evaluación de impacto económico.

#### 3.3.2. Ayuda al fomento de la cultura

- (59) Las autoridades españolas consideran que un análisis de la compatibilidad de las medidas que se investigan debe incluir la aplicación de la excepción cultural establecida en el artículo 87, apartado 3, letra d). El apoyo a la producción audiovisual en general y a la industria del cine en particular que implicaban las medidas que se investigan, justifican, en su opinión, la consideración de que las medidas satisfacen las condiciones de dicha excepción.

<sup>(16)</sup> Sentencia del Tribunal de Justicia de 21 de marzo de 1991, asunto C-305/89, Italia/Comisión (Alfa Romeo), Rec. 1603, 20.

<sup>(17)</sup> DO C 74 de 10.3.1998, p. 9.

- (60) Más concretamente, las autoridades españolas subrayan que la excepción cultural prevista en el Tratado no distingue entre medidas de estado de apoyo a la producción cultural y medidas de estado de apoyo a la infraestructura cultural. En el caso presente, hay medidas que afectan tanto a la producción de películas como a la infraestructura audiovisual. Se argumenta que los incentivos al cine en “Ciudad de la Luz” satisfacen todos los criterios de compatibilidad establecidos en la Comunicación sobre el Cine de la Comisión, pese a que las autoridades españolas no los notificaran a la Comisión. No obstante, en opinión de las autoridades españolas, el hecho de que los criterios de compatibilidad establecidos en la Comunicación sobre el Cine de la Comisión se circunscribieran al apoyo a la producción audiovisual no excluye que la excepción invocada se aplique también a la inversión en infraestructura cultural.

#### 4. Evaluación de la medida

- (61) El artículo 87, apartado 1, del Tratado CE establece:

*“Salvo que en el Tratado presente se disponga otra cosa, serán incompatibles con el mercado común, en la medida en que afecten a los intercambios comerciales entre Estados miembros, las ayudas otorgadas por los Estados o mediante fondos estatales, bajo cualquier forma, que falseen o amenacen falsear la competencia, favoreciendo a determinadas empresas o producciones.”.*

- (62) Para la aplicabilidad del artículo 87, apartado 1, se necesita: i) una medida de ayuda atribuible al Estado, que ii) se conceda con cargo a los fondos públicos, iii) afecte al comercio entre Estados miembros, iv) falsee o amenace falsear la competencia en el mercado común, y v) otorgue una ventaja selectiva a alguna empresa.

#### 4.1. Existencia de ayuda

- (63) Los recursos detallados en la descripción de la medida, a saber, la inversión de capital, el préstamo y los incentivos al cine aportados por el Gobierno autonómico de Valencia a través de SPTCV a “Ciudad de la Luz”, son recursos públicos.
- (64) No obstante, en el caso presente es necesario confirmar si dichos recursos públicos se han aportado en condiciones que hubieran sido aceptables para un inversor en una economía de mercado. A este respecto, las cifras de previsiones de beneficios y pérdidas y la contabilidad de tesorería presentada por las autoridades españolas pueden considerarse representativas de las proyecciones realizadas en el momento en que se tomó la decisión más significativa de inversión en la construcción del complejo “Ciudad de la Luz”. Permiten, por consiguiente, evaluar la aplicación del principio de inversor en una economía del mercado a la inversión de recursos públicos en “Ciudad de la Luz”.
- (65) Las ulteriores desviaciones, positivas o negativas, de dichas proyecciones deben sólo tenerse en consideración en la medida en que hubiera un riesgo que pudiera contabilizarse en aquel momento. Como quiera que las autoridades españolas no alegan haber contabilizado ingresos superiores a los inicialmente previstos en el momento de decidir la inversión, la tesis de que beneficios reales superiores a los previstos en la explotación de “Ciudad de la Luz” antes de octubre de 2007 obliguen a reducir el período real de reembolso de la inversión no es pertinente a efectos de aplicar el principio del inversor en una economía del mercado. En todo caso, debe tenerse en cuenta que todo beneficio superior al inicialmente previsto puede depender, al menos parcialmente, de los incentivos financieros, no previstos en el plan inicial, ofrecidos a los clientes de “Ciudad de la Luz”. Amén de ello, las autoridades españolas pasan por alto que el período de devolución previsto en 2002 debía ampliarse para incorporar las pérdidas, superiores a lo previsto, que soportó “Ciudad de la Luz” en 2006 (véase punto 29).

##### 4.1.1. Principio del inversor en una economía de mercado

- (66) Según se detallará a continuación, hay dudas fundadas en cuanto a que las bases del cálculo de la rentabilidad esperado del proyecto fuesen adecuada e independientes del hecho de que los ingresos y costes de la operación previstos hasta 2014 se consideraran razonables en 2002. Lo que debe evaluarse es si las bases del cálculo son las que guiarían la implicación de un inversor privado en el proyecto de “Ciudad de la Luz” y, en caso contrario, basándose en cifras corregidas si fuera necesario, si un inversor privado hubiera invertido casi 200 millones de EUR en el proyecto entre 2002 y 2007 como hizo SPTCV.

## Rentabilidad del proyecto

- (67) Las cifras presentadas por las autoridades españolas señalan que, antes de 2002, la explotación del proyecto de “Ciudad de la Luz” se preveía deficitaria hasta [...] incluido. Hay pocos indicios, o ninguno, de que inversores privados acepten a sabiendas inyectar fondos en una empresa durante ocho años, es decir, hasta 2010 en el caso que nos ocupa. Para el siguiente período de 2010-2014, los indicadores de rentabilidad de la explotación recogidos a continuación muestran igualmente resultados muy pobres tanto en valores absolutos como en comparación con los registrados por los estudios de la competencia en un período reciente.

**Indicadores de rentabilidad de la explotación de Ciudad de la Luz: 2010-2014 <sup>(18)</sup>**

	2010	2011	2012	2013	2014	Período completo
Rendimiento por ventas (ROS)	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Rendimiento del capital (ROCE)	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Rendimiento del capital accionarial (%)	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]	[...]

Fuente: Presentación de información del 13 de junio y 10 de octubre de 2007, cálculos de la Comisión.

- (68) En términos absolutos, la explotación de “Ciudad de la Luz” muestra un bajo rendimiento en las ventas, del 5 %, incluso durante el período 2010-2014, cuando se esperaban los primeros beneficios contables de la operación tras una fase inusualmente larga de implantación de ocho años, fase durante la que el rendimiento en las ventas es negativo.
- (69) En la medida en que la rentabilidad de la explotación de los estudios de la competencia pueda servir de referencia adecuada para evaluar las previsiones de explotación del proyecto de “Ciudad de la Luz”, los datos disponibles indican que, ni siquiera a largo plazo, se esperaba que el complejo aventajara a sus competidores. En prácticamente todos los indicadores, las proyecciones de “Ciudad de la Luz” son sensiblemente inferiores a las de los demás estudios de la competencia.

**Indicadores de rentabilidad de la explotación de estudios de la competencia**

	2006	2005	2004	2003	Período completo
Pinewood Shepperton plc					
ROS	15,0 %	1,2 %	11,8 %	4,9 %	8,6 %
ROCE	6,2 %	0,3 %	4,6 %	1,9 %	3,2 %
ROES	10,5 %	0,8 %	8,8 %	68,6 %	7,8 %
Studio Babelsberg AG					
ROS	21,7 %	27,8 %	- 21,0 %	No disponible	16,4 %
ROCE	6,7 %	10,0 %	- 3,9 %	No disponible	4,8 %
ROES	4,3 %	6,5 %	- 2,5 %	No disponible	3,1 %

Fuente: Informes anuales de empresa, cálculos de la Comisión.

<sup>(18)</sup> Los indicadores se definen del siguiente modo:

Rendimiento por ventas = ingresos netos/ingresos directos e indirectos

Rendimiento por capital = ingresos netos/valor contable neto de los activos

Rendimiento por capital accionarial = ingresos netos/capital accionarial (aportación de capital 2002-2007).

- (70) En particular, en lo referente al indicador en que haría más hincapié un hipotético inversor privado, las proyecciones de 10 % de rentabilidad sobre el capital accionario en “Ciudad de la Luz” para el período de explotación comercial plena de 2010-2014 son, respectivamente, tres veces y casi ocho veces más bajas que las ofrecidas por los estudios de la competencia, a saber, Studio Babelsberg AG (3,1 %) y Pinewood Shepperton plc (7,8 %). Por consiguiente, podría parecer dudoso que un inversor privado hubiera deseado entrar o ampliar su actividad en el negocio de estudios cinematográficos, hubiera apoyado la explotación del proyecto ni siquiera para 2010, cuando estaba previsto que se generaran los primeros ingresos netos.
- (71) Se podría, no obstante, alegar, que, incluso con una rentabilidad inferior a la de la competencia, un inversor privado hubiera apoyado “Ciudad de la Luz” de contar con perspectivas suficientes de rentabilidad de su inversión. A este respecto, las cifras presentadas por las autoridades españolas indican que las expectativas eran que el proyecto fuera rentable en su conjunto. La TIR de [...] % hasta 2014 supera el [...] % del WACC en [...] %. Esto supone que un inversor cuyo coste de financiación fuera igual a un [...] % de WACC habría logrado una rentabilidad de [...] % para los fondos invertidos.
- (72) Además, los descuentos ofrecidos por “Ciudad de la Luz SAU” no estaban previstos en dichas cifras, según las autoridades españolas. En esta fase, la Comisión no está en condiciones de asegurar si a SPTCV se le concedieron otros recursos aparte de los comprometidos en base a las previsiones de 2002. Si tal fuera el caso, la Comisión pediría a las autoridades españolas que proporcionaran toda la información necesaria, incluido el plan de negocios correspondiente, para que la Comisión pudiera evaluar los recursos adicionales, por ejemplo los recursos necesarios para financiar los descuentos no previstos.
- (73) Sin embargo, la Comisión tiene serias dudas sobre si dichas cifras son realistas. En particular, la Comisión duda de que el WACC y el valor terminal del proyecto se hayan calculado correctamente.

#### Coste de financiación del proyecto (WACC)

- (74) En el cálculo que realizan, las autoridades españolas presumen que el WACC lo determina únicamente el coste de capital, fijado al [...] %. Pero no justifican este valor.
- (75) En primer lugar, atendiendo exclusivamente al coste del capital, la Comisión considera que el WACC de [...] % utilizado en la previsión financiera de “Ciudad de la Luz” es extremadamente bajo y muy inferior a los costes de financiación, no sólo de un inversor privado sino también de un inversor público y, con toda probabilidad, de la misma SPTCV.
- (76) La Comisión considera que el coste de capital debe equivaler a la suma de la tasa libre de riesgo (es decir, la de bonos de Estado a 10 años) más una prima de riesgo que depende de la situación del mercado, de factores sectoriales y de factores específicos de la empresa.
- (77) El coste de capital social presentado por las autoridades españolas es incluso inferior a la tasa libre de riesgo. Por ejemplo, para 2002, la rentabilidad media de los bonos españoles a 10 años era del 4,96 %. Esto supone que, si la SPTCV hubiera tenido la misma certificación crediticia que el Reino de España y hubiera financiado con emisiones de bonos su inversión en “Ciudad de la Luz”, sus costes de financiación hubieran sido un [...] % superiores al WACC empleado en el plan de negocios. En otras palabras, el menor WACC aceptado por la SPTCV supone que la inversión en “Ciudad de la Luz” se consideraba más segura que la inversión en bonos de Estado españoles. Sin embargo, la referencia de un bono público a 10 años se considera una inversión prácticamente sin riesgo, a diferencia de la inversión en la construcción y explotación de un estudio cinematográfico.
- (78) El coste de financiación sería perceptiblemente superior al 4,96 % para cualquier inversor en una economía de mercado, y, por ello, los costes de financiación serían muy superiores a los del WACC aducido.
- (79) Además, de los datos presentados se deduce que las autoridades españolas no han exigido ninguna prima de riesgo, liquidez y volatilidad sobre la inversión libre de riesgo de referencia para su inversión de capital, como hubiera hecho cualquier inversor sensato en una economía de mercado. Las autoridades españolas no han aportado ningún elemento que apoye esta opción. Amén de ello, las autoridades españolas no aportaron ningún elemento que permitiera a la Comisión determinar en qué medida los factores específicos del sector (por ejemplo, la evolución del negocio de estudios cinematográficos) y los factores específicos de la empresa (por ejemplo, el hecho de que “Ciudad de la Luz” fuese una empresa en período de lanzamiento) influirían en la prima de riesgo y consiguientemente en el coste de capital del proyecto.

- (80) Como conclusión preliminar, la Comisión tiene dudas sobre si un WACC de [...] % refleja adecuadamente el coste de capital del proyecto. En consecuencia, el cálculo basado en este valor de WACC puede no haber reflejado de una forma realista las perspectivas de rentabilidad ofrecidas por “Ciudad de la Luz”.
- (81) En segundo lugar, la Comisión no entiende que el WACC se base exclusivamente en el coste de capital sin tener en cuenta el coste de la deuda. A este respecto, la Comisión hace observar que “Ciudad de la Luz” tiene que devolver intereses por el crédito de 95 millones de EUR obtenido de SPTCV <sup>(19)</sup>.

#### Condiciones de reembolso del crédito

- (82) Además de ello, las condiciones aplicadas a este crédito plantean interrogantes. El interés sobre el crédito se calcula en una parte fija y una parte variable. La parte fija se calcula a un tipo de interés fijo EURIBOR a un año más un punto porcentual, lo que parece un diferencial muy bajo para un crédito a 10 años no garantizado <sup>(20)</sup>.
- (83) La parte fija, inusualmente baja, del crédito podría, en teoría, compensarse con la perspectiva de una rentabilidad adecuada del crédito participativo gracias a la parte variable ligada a la rentabilidad del proyecto. Sin embargo, éste no es el caso del proyecto que examinamos, ya que es poco probable que el proyecto arroje beneficios significativos durante la duración del crédito. En realidad, la parte variable se fija al [...] % de los beneficios antes de impuestos, lo que, según las cifras del plan de explotación, equivaldría a menos de [...] EUR para todo el período 2005-2014.
- (84) Por último, la Comisión considera inusitado que se previera una devolución del crédito antes de abril de 2015, es decir, después de la fecha de finalización del proyecto (y posiblemente de la cesión del mismo), estimada para 2014.
- (85) Basándose en estos elementos, la Comisión duda de que las condiciones aplicadas al crédito de 95 millones concedido por SPTCV fueran las que hubiera reclamado un inversor privado.

#### Valor de cesión final en 2014

- (86) Según se comentó en el punto 14, la previsión de tesorería muestra entradas netas de [...] millones de EUR en 2014, de los que [...] millones provienen de la explotación del complejo. Las autoridades españolas no han explicado claramente la base de la entrada de tesorería de los restantes [...] millones en 2014. Como las autoridades españolas han declarado su objetivo de ceder la gestión del complejo “Ciudad de la Luz” en 2014, la Comisión sólo puede deducir que la cifra de [...] millones representa el valor de cesión del negocio previsto en 2014 (a precios de 2002) o el precio que se prevea vaya a pagar el beneficiario de la adjudicación por la gestión de “Ciudad de la Luz”.
- (87) En términos financieros, dicha distinción no altera la estimación de la posible rentabilidad. Sin embargo, la Comisión hace notar que, en 2002, las autoridades españolas estimaron las previsiones del valor del activo para 2014 en [...] millones de EUR. Por consiguiente, una entrada de tesorería casi el doble de esta cuantía previsto para 2014 hace suponer a la Comisión que el futuro explotador de “Ciudad de la Luz” será también su propietario.
- (88) En otras palabras, la TIR de [...] % que apoya la afirmación de que SPTCV actuó con arreglo al principio del inversor privado en una economía del mercado, se basa en el supuesto de que el negocio de “Ciudad de la Luz” tendría un valor de [...] millones de EUR en 2014. La Comisión entiende que las autoridades españolas consideran que serían capaces de vender el negocio en una licitación pública antes de 2014 a un comprador que ofreciera dicha cantidad.

<sup>(19)</sup> Por la misma razón, la Comisión no comprende que no se incluyera ningún coste financiero en la previsión de pérdidas y beneficios del período 2002-2014.

<sup>(20)</sup> En lo que respecta a la parte fija, la Comisión no ha podido comprender, de la información proporcionada por las autoridades españolas, qué tipo de interés se utilizará. Efectivamente, las autoridades españolas mencionan “un tipo de interés un punto diferencial de interés fijo por EURIBOR a un año más un diferencial de un punto porcentual”, sin especificar si el índice anual EURIBOR se actualiza anualmente o simplemente se mantiene al nivel de de abril de 2005. En el último caso, el índice pertinente sería el 3,3 %. Si dicho índice se tuviera que fijar para 10 años, además de presentar un diferencial muy reducido, beneficiaría al prestatario a expensas del prestamista, porque los vencimientos a largo plazo (y el riesgo para el prestamista) se remunerarían normalmente con un tipo de interés más alto que los vencimientos a corto plazo. Efectivamente, cualquier prestamista que hubiera aceptado un tipo de interés fijo basado en el EURIBOR anual de abril de 2005 (un momento de tipos de interés históricamente bajos) hubiera renunciado a los ingresos procedentes de los aumentos posteriores del EURIBOR de referencia.

- (89) La Comisión cree que esta pretensión es discutible. Las autoridades españolas no han aportado información sobre la metodología ni sobre las premisas específicas que han utilizado para calcular el valor de cesión final del proyecto. Resulta, pues, imposible a la Comisión evaluar los elementos específicos que han contribuido a fijar dicho valor. Ello no obstante, la Comisión considera que la cifra de [...] millones de EUR está probablemente sobrevaluada si se atiende a las perspectivas financieras del proyecto incluidas en las previsiones de 2002 y comunicadas a la Comisión.
- (90) Ciertamente, contemplando las previsiones de rentabilidad, el valor de cesión de [...] millones de EUR supone una proporción precio/beneficios (o período de reembolso) desusadamente alta de 117 años y representa casi el doble del valor contable de los activos de “Ciudad de la Luz” para 2014, según los cálculos de las autoridades españolas ([...] millones de EUR). Aunque las proyecciones del valor futuro de un negocio que se piensa vender doce años después estén cargadas de incertidumbres, las autoridades españolas no han aportado ningún elemento que justifique dichas cifras. En realidad, tampoco han presentado razones plausibles que expliquen por qué un eventual comprador pudiera ofrecer en 2014 una cantidad 117 veces superior a la de los ingresos anuales netos generados por “Ciudad de la Luz” ese mismo año (el mejor año en términos de rentabilidad), ni explicación alguna de la enorme diferencia existente entre el valor contable de los activos y la entrada de tesorería prevista en 2014 <sup>(21)</sup>.
- (91) En apoyo de estas reservas, la Comisión hace notar que, de acuerdo con informes de prensa, en julio de 2004, la venta por Vivendi Universal Group de los estudios Babelsberg GmbH, un negocio comparable en muchos aspectos a “Ciudad de la Luz” y en competencia con ésta, se realizó por el precio simbólico de un euro. Así pues, no está claro en qué se basaban las autoridades españolas para, dos años antes, en 2002, prever un valor de cesión de [...] millones de EUR en 2014 para “Ciudad de la Luz”. En la industria, era bien sabido que los estudios Babelberg habían resultado deficitarios al grupo Vivendi Universal desde su adquisición en 1992.
- (92) En conclusión, la Comisión duda de que un inversor privado en una economía de mercado que hubiese operado en el lugar de SPTCV en 2002 y con posterioridad, hubiera aceptado el valor de cesión final del proyecto en el plan de negocios y aportado el capital necesario para explotar el negocio hasta 2014.

#### Conclusión sobre el principio del inversor privado en una economía de mercado

- (93) Basándose en los elementos expuestos en esta sección, la Comisión tiene serias dudas de que la intervención pública en el proyecto sea conforme con el principio de inversor privado en una economía del mercado y no aporte a “Ciudad de la Luz” una ventaja a tenor del artículo 87, apartado 1.

#### Otros incentivos a la producción de películas

- (94) Como se observó en la sección 2.3.3, es posible que se hayan ofrecido otros incentivos a la producción de películas. Si tal fuera el caso, además de las consideraciones anteriores sobre la financiación de “Ciudad de la Luz SAU”, la Comisión precisaría considerar si dichos incentivos procedían o no de recursos públicos.

#### 4.1.2. Ventaja económica para las empresas y selectividad de la medida

- (95) “Ciudad de la Luz SAU” es el único beneficiario de los fondos públicos concedidos para la construcción y explotación del complejo de estudios “Ciudad de la Luz”.
- (96) La cuestión central es determinar si el complejo de estudios desarrolla una actividad económica. Al haber varios estudios cinematográficos comerciales de propiedad privada en Europa, el complejo “Ciudad de la Luz” se une a un mercado existente en que ya compiten otros. Además, según las autoridades españolas, “Ciudad de la Luz” no ofrece sus servicios a título gratuito. Por consiguiente, la Comisión considera que “Ciudad de la Luz” desarrolla una actividad económica.

<sup>(21)</sup> Si, en una primera aproximación, el valor contable de los activos se adoptara como el precio de venta prospectivo en 2014, las previsiones del total de la explotación de “Ciudad de la Luz” entre 2002 y 2014 hubieran sido deficitarias para un inversor, con una TIR negativa de [...] %.

- (97) Como ya se ha señalado, las autoridades españolas argumentan que un inversor en una economía de mercado hubiera apoyado el proyecto basándose en sus perspectivas de rentabilidad y, a la vez, que el proyecto corresponde a una infraestructura general. Ello plantea la cuestión de saber si el apoyo público de un complejo de estudios no es selectivo sino que beneficia a la sociedad en general. La financiación, construcción y explotación de un complejo de estudios cinematográficos va en beneficio exclusivo de las empresas activas en el sector audiovisual. Por consiguiente, dicho apoyo público favorece selectivamente a una categoría muy específica e identificable de empresas.
- (98) En el caso de los incentivos a la producción de películas con recursos públicos, la Comisión tiende a considerar que son de índole selectivo pues los únicos beneficiarios probables son las empresas productoras de películas. Ello supondría que el Estado estaría favoreciendo a ciertas empresas y la producción de determinados productos, por lo que la Comisión consideraría que dichos incentivos amenazan falsear la competencia en la UE. La Comisión hace notar que los productores de películas pueden haber combinado dichos incentivos con ayudas a la producción tales como las del régimen español de apoyo a las películas nacionales y el plan de primas a la exhibición rentable de películas en salas valencianas, que las autoridades españolas han notificado recientemente a la Comisión.

#### 4.1.3. Falseamiento de la competencia y efectos en el comercio entre Estados miembros

- (99) De la magnitud del complejo "Ciudad de la Luz" parece deducirse que se ideó pensando en superproducciones. Su conceptor Gary Bastien, residente en California, es un conocido arquitecto de estudios de Hollywood. Cada uno de los cuatro estudios de sonido más pequeños es de 1 620 m<sup>2</sup>, con una altura libre de 12,5 m y puertas descomunales de 10 m de ancho y 8 m de alto. Los estudios de sonido más grandes tienen cada uno 2 340 m<sup>2</sup>, una altura libre de 15 m y puertas de 24 m de ancho por 8 m de alto. Parece que, en la última fase del complejo, está construyéndose un super estudio de 5 000 m<sup>2</sup>. Según la prensa especializada, las medidas lo convertirían en el estudio de sonido mayor del mundo.
- (100) Las instalaciones de "Ciudad de la Luz" parecen, pues, primar la capacidad del lugar para atraer a grandes producciones cinematográficas de Europa. Los principales clientes de grandes estudios cinematográficos son grandes productoras internacionales, basadas principalmente en Estados Unidos (por ejemplo, Fox, Universal, Time Warner, Columbia, Paramount & Disney). Los presupuestos de producción de sus películas oscilan con frecuencia en torno a los 100 millones de USD. Dado que estas empresas tienen una actividad global, pueden elegir entre los grandes estudios cinematográficos de todo el mundo.
- (101) Los grandes estudios cinematográficos europeos que competirían con "Ciudad de la Luz" incluyen probablemente los Estudios Korda de Hungría, construidos recientemente, Babelsberg en Alemania, Barrandov en República Checa, Cinecittà en Italia y Pinewood en el Reino Unido.
- (102) En este contexto competitivo, la presunta ayuda de Estado a favor de "Ciudad de la Luz SAU" ha permitido ofrecer tarifas bajas e incentivos considerables. Como se ha reseñado, la Comisión duda de que "Ciudad de la Luz" hubiera podido competir en este mercado sin una financiación continua proveniente de fondos públicos. Por consiguiente, "Ciudad de la Luz" parece falsear la competencia de precios de mercado en la prestación de servicios de estudios cinematográficos en la UE.
- (103) Además, dado que las grandes producciones cinematográficas pueden trasladarse fácilmente y que hay otros grandes estudios competidores en otros Estados miembros, la ayuda a "Ciudad de la Luz" podría falsear la competencia y afectar al comercio entre Estados miembros de la UE.
- (104) En caso de cualquier incentivo a la producción con recursos públicos, hay que decir que, dado que las películas se comercializan internacionalmente, las ventajas financieras concedidas a los beneficiarios afectan al comercio entre Estados miembros.

#### 4.1.4. Legalidad de la ayuda

- (105) Los fondos públicos a favor de "Ciudad de la Luz SAU" pueden constituir ayuda de Estado a tenor del artículo 87, apartado 1, del Tratado CE. Si se confirma la ayuda de Estado, dicha ayuda, que no ha sido notificada, sería ilegal.
- (106) En caso de cualquier incentivo a la producción con recursos públicos, hay que decir que, muy probablemente, dicho incentivo constituiría ayuda de Estado a tenor del artículo 87, apartado 1, del Tratado CE. La compatibilidad de la ayuda debería, pues, examinarse. Además, dado que la ayuda no se ha notificado, sería ilegal.



## 4.2. Compatibilidad de la ayuda

### 4.2.1. Ayuda regional

- (107) “Ciudad de la Luz” se ha construido en la zona asistida de Alicante con la máxima intensidad de ayuda posible del 40 % para inversiones subvencionables en 2000-2006. En cualquier caso, la ayuda regional sólo se concedería a inversiones subvencionables si se cumplen las condiciones establecidas en las Directrices. Según la información disponible, parece que la ayuda entraría dentro del marco multistorial de 1998, lo que podría tener como efecto una reducción de la intensidad de la ayuda por debajo del 40 %. Consiguientemente, en el momento actual, y a la espera de la información más detallada que deben proporcionar las autoridades españolas, no es, por ello, posible afirmar si, y en qué proporción precisa, parte de la ayuda podría acabar siendo compatible con el espíritu, si no con la letra, de las normas de ayuda aplicables en el momento en que se adoptó la decisión de inversión.

### 4.2.2. Ayuda a la promoción de la cultura

- (108) La Comisión considera que la excepción cultural prevista en el artículo 87, apartado 3, letra d), del Tratado CE debe, como toda excepción a las normas generales del Tratado, interpretarse restrictivamente.
- (109) En el caso presente, la Comisión estima que no hay elementos que indiquen que tal excepción pueda aplicarse a una ayuda de Estado que facilite los costes de construcción y explotación de un nuevo gran complejo de estudios cinematográficos.
- (110) En primer lugar, es evidente que el proyecto se crea de la nada y que no fomenta la conservación del patrimonio.
- (111) En segundo lugar, el complejo “Ciudad de la Luz” es un medio en el que prácticamente puede desarrollarse todo tipo de obras audiovisuales, independientemente del contenido de las mismas. En consecuencia, resulta difícil mantener que las películas realizadas en “Ciudad de la Luz” fomenten cualquier aspecto de la cultura europea. Por tanto, la Comisión considera que sería difícil demostrar que la construcción y la explotación de “Ciudad de la Luz” con una base comercial —un nuevo complejo importante de estudios cinematográficos muy alejado de las empresas audiovisuales existentes en España— eran necesarias para el fomento de la cultura.
- (112) En tercer lugar, la magnitud del complejo “Ciudad de la Luz” tiene como objetivo las grandes producciones internacionales. La Comisión hace notar que ya hay en Europa un cierto número de grandes estudios cinematográficos que compiten entre sí, y otros estudios en España. Las películas españolas más conocidas, incluyendo “Mar adentro”, ganadora de un Oscar en 2004, han sido todas ellas realizadas en instalaciones más pequeñas. Por consiguiente, la construcción del complejo de “Ciudad de la Luz” no parece ser proporcionada al objetivo de promover la cultura valenciana, española o incluso europea.
- (113) En cuarto lugar, “Ciudad de la Luz” no limita sus servicios a las producciones cinematográficas: en efecto, en el complejo se han rodado también espacios publicitarios. Tampoco las autoridades españolas argumentan que la selección de películas rodadas en “Ciudad de la Luz” haya estado, o vaya a estar, basada en criterios culturales verificables previamente establecidos. Además, la información disponible hasta la fecha no señala que “Ciudad de la Luz” compita por atraer películas basadas en consideraciones culturales sino más bien en criterios estrictamente comerciales.
- (114) Por ello, la Comisión considera que la excepción cultural prevista en el artículo 87, apartado 3, letra d) del Tratado CE sólo podía, en principio, aplicarse a la financiación ofrecida a producciones que se rodasen en “Ciudad de la Luz” (12 millones de EUR en octubre de 2007, aportados directamente por “Ciudad de la Luz SAU”, según la información presentada por las autoridades españolas; posiblemente más, según las publicaciones especializadas disponibles <sup>(22)</sup>).

<sup>(22)</sup> Véase “Screen Finance”, 21 de febrero de 2007, y “Variety”, 7 de febrero de 2007. Los artículos reseñan subvenciones de hasta 5,4 millones de EUR por un rodaje mínimo de tres semanas en Valencia, con dos semanas, al menos, en “Ciudad de la Luz”. Supuestamente, todas las películas reciben automáticamente 12 % de los gastos que realicen en la regional y un 6 % adicional, dependiente del “impacto mediático, económico e industrial de la producción”: <http://www.variety.com/article/VR117958591.html?categoryid=19&cs=1>

- (115) La Comunicación sobre el Cine de 2001 <sup>(23)</sup> establece la base para que la Comisión aplique la excepción cultural del artículo 87, apartado 3, letra d), a los planes de ayuda a la producción de obras audiovisuales.
- (116) Sin embargo, al no haber aportado las autoridades españolas detalles sobre la cuantía de la financiación ni sobre las condiciones en que se proporcionó la misma, la Comisión carece de elementos para evaluar su compatibilidad con el Tratado CE. En este estadio, la Comisión se limita a observar que un plan de apoyo al cine que requiere que las películas, para ser subvencionables, se rueden en un estudio cinematográfico determinado y durante un período de tiempo determinado, sería considerado ayuda a una actividad de producción específica y no sería, pues, considerado compatible con arreglo a la Comunicación sobre el Cine <sup>(24)</sup>.

#### 5. CONCLUSIÓN

- (117) Habida cuenta de las consideraciones precedentes y de conformidad con el procedimiento establecido en artículo 88, apartado 2, del Tratado CE, la Comisión insta al Reino de España a presentar sus observaciones y a facilitar toda la información que pueda contribuir a evaluar las ayudas. La Comisión pide también a las autoridades españolas que proporcionen sus datos reales y sus previsiones más recientes relativos al complejo "Ciudad de la Luz" hasta la finalización de su construcción.
- (118) La Comisión insta a sus autoridades a que transmitan inmediatamente una copia de la presente carta a los beneficiarios potenciales.
- (119) La Comisión desea recordar a España el efecto suspensivo del artículo 88, apartado 3, del Tratado CE y llama su atención sobre el artículo 14 del Reglamento (CE) n° 659/1999 del Consejo, que prevé que toda ayuda concedida ilegalmente podrá recuperarse de su beneficiario.
- (120) Por la presente, la Comisión comunica al Reino de España que informará a los interesados mediante la publicación de la presente carta y de un resumen significativo en el *Diario Oficial de la Unión Europea*. Asimismo, informará a los interesados de los Estados miembros de la AELC signatarios del Acuerdo EEE mediante la publicación de una comunicación en el suplemento EEE del citado Diario Oficial, y al Órgano de Vigilancia de la AELC mediante copia de la presente. Se invitará a todos los interesados mencionados a presentar sus observaciones en el plazo de un mes a partir de la fecha de publicación de la presente.»

---

<sup>(23)</sup> Comunicación de la Comisión al Consejo, al Parlamento Europeo, al Comité Económico y Social y al Comité de las Regiones sobre determinados aspectos jurídicos vinculados a las obras cinematográficas y a otras producciones del sector audiovisual [COM(2001) 534 final de 26 de septiembre de 2001 (DO C 43 de 16.2.2002, p. 6); prorrogada en 2004 (DO C 123 de 30.4.2004, p. 1) y 2007 (DO C 134 de 16.6.2007, p. 7)].

<sup>(24)</sup> Véase el cuarto criterio de compatibilidad de la sección 2.3 b)(4) de la Comunicación sobre el Cine.

**Notification préalable d'une concentration**  
**(Affaire COMP/M.5062 — Sofinco/Saracen/Forso)**  
**Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée**  
**(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2008/C 134/11)

1. Le 22 mai 2008, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil <sup>(1)</sup>, d'un projet de concentration par lequel l'entreprise Sofinco S.A. («Sofinco», France), appartenant à Crédit Agricole S.A. («CA», France), et Saracen HolCo AB («Saracen», Suède), appartenant à FCE Bank Plc contrôlée par Ford Motor Company, acquièrent, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement du Conseil, le contrôle en commun de l'entreprise Forso Nordic AB («Forso», Suède) par achat d'actions dans une société nouvellement créée constituant une entreprise commune.

2. Les activités des entreprises considérées sont les suivantes:

- pour Sofinco: financement au consommateur,
- pour CA: services bancaires, private banking, services financiers, services d'assurance vie et d'assurance-dommages,
- pour Saracen: holding de Ford Motor Company, qui produit et distribue des véhicules moteurs,
- pour Forso: financements et services administratifs.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CE) n° 139/2004. Conformément à la communication de la Commission relative à une procédure simplifiée de traitement de certaines opérations de concentration en application du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil <sup>(2)</sup>, il convient de noter que ce cas est susceptible d'être traité selon la procédure définie par ladite communication.

4. La Commission invite les tiers intéressés à lui présenter leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans un délai de dix jours à compter de la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par fax [(32-2) 296 43 01 ou 296 72 44] ou par courrier, sous la référence COMP/M.5062 — Sofinco/Saracen/Forso, à l'adresse suivante:

Commission européenne  
Direction générale de la concurrence  
Greffé des concentrations  
J-70  
B-1049 Bruxelles

<sup>(1)</sup> JOL 24 du 29.1.2004, p. 1.

<sup>(2)</sup> JO C 56 du 5.3.2005, p. 32.

**Notification préalable d'une concentration****(Affaire COMP/M.5173 — STM/NXP/JV)****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2008/C 134/12)

1. Le 23 mai 2008, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil <sup>(1)</sup>, d'un projet de concentration par lequel l'entreprise STMicroelectronics NV («STM», Pays-Bas) et l'entreprise NXP BV («NXP», Pays-Bas) acquièrent, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement du Conseil, le contrôle en commun d'une entreprise commune nouvellement créée.
2. Les activités des entreprises considérées sont les suivantes:
  - STM: semi-conducteurs,
  - NXP: semi-conducteurs,
  - Entreprise commune: semi-conducteurs pour les télécommunications mobiles.
3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CE) n° 139/2004.
4. La Commission invite les tiers intéressés à lui présenter leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans un délai de dix jours à compter de la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par fax [(32-2) 296 43 01 ou 296 72 44] ou par courrier, sous la référence COMP/M.5173 — STM/NXP/JV, à l'adresse suivante:

Commission européenne  
Direction générale de la concurrence  
Greffes des concentrations  
J-70  
B-1049 Bruxelles

---

(1) JOL 24 du 29.1.2004, p. 1.

**Notification préalable d'une concentration****(Affaire COMP/M.5176 — CVC/Schuitema)****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2008/C 134/13)

1. Le 22 mai 2008, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil <sup>(1)</sup>, d'un projet de concentration par lequel l'entreprise CVC Fund IV («CVC Fund IV», Îles Caïmans), appartenant à CVC Capital Partners Group S.a.r.l. («CVC», Luxembourg), acquiert, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement du Conseil, le contrôle de l'ensemble de l'entreprise Schuitema N.V («Schuitema», Pays-Bas) par achat d'actions.

2. Les activités des entreprises considérées sont les suivantes:

- CVC/CVC Fund IV: conseil en investissement et en gestion auprès de fonds d'investissement et/ou gestion d'investissements pour le compte de tels fonds,
- Schuitema: fourniture, commerce de gros et de détail de biens de consommation courante et de services connexes aux Pays-Bas.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CE) n° 139/2004.

4. La Commission invite les tiers intéressés à lui présenter leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront lui parvenir au plus tard dans un délai de dix jours à compter de la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par fax [(32-2) 296 43 01 ou 296 72 44] ou par courrier, sous la référence COMP/M.5176 — CVC/Schuitema, à l'adresse suivante:

Commission européenne  
Direction générale de la concurrence  
Greffes des concentrations  
J-70  
B-1049 Bruxelles

---

(1) JOL 24 du 29.1.2004, p. 1.

## AUTRES ACTES

## COMMISSION

**Avis concernant une demande au titre de l'article 30 de la directive 2004/17/CE****Demande émanant d'un État membre**

(2008/C 134/14)

En date du 19 mai 2008 la Commission a reçu une demande au titre de l'article 30, paragraphe 4, de la directive 2004/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux <sup>(1)</sup>. Le premier jour ouvrable suivant la réception de la demande est le 20 mai 2008.

Cette demande, émanant de la République de Pologne, concerne la production et la vente en gros d'électricité dans ce pays. L'article 30 précité prévoit que la directive 2004/17/CE ne s'applique pas lorsque l'activité en question est directement exposée à la concurrence sur des marchés dont l'accès n'est pas limité. L'évaluation de ces conditions est faite exclusivement au titre de la directive 2004/17/CE et ne préjuge pas de l'application des règles de concurrence.

La Commission dispose d'un délai de trois mois à partir du jour ouvrable visé ci-dessus pour prendre une décision concernant cette demande. Le délai expire donc le 20 août 2008.

Les dispositions du troisième alinéa du paragraphe 4, précité sont applicables. Par conséquent, le délai dont la Commission dispose pourra éventuellement être prolongé d'un mois. Une telle prolongation ferait l'objet de publication.

---

(<sup>1</sup>) JOL 134 du 30.4.2004, p. 1.